

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'ENJEU STRATEGIQUE DE L'INTERVENTION DES ÉTAS-UNIS AU MOYEN-ORIENT

TRAVAIL DE RECHERCHE DIRIGÉ
PRÉSENTÉ COMME ÉXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
EMNA MARREF

JUILLET 2025

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce document diplômant se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév. 04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Faculté de science politique et de droit

Département de science politique

L'ENJEU STRATEGIQUE DE L'INTERVENTION DES ÉTAS-UNIS AU MOYEN-ORIENT

Présenté par

Emna Marref

A été évalué par le jury composé de

Michèle Rioux

Direction de recherche

Maude Benoit

Évaluatrice

DÉDICACE

À celles et ceux qui, dans la douleur et la dignité,
résistent à l'injustice. À celles et ceux qui, par leur
simple existence, ravivent l'espoir, tracent des
voies, et nous apprennent à lutter contre l'oubli.
Ce travail leur est dédié.

TABLE DES MATIÈRES

DÉDICACE.....	iii
RÉSUMÉ.....	v
INTRODUCTION.....	1
1. Contexte	5
2. Cadre théorique : Les études postcoloniales	7
3. L’analyse critique du discours.....	10
CADRE D’ANALYSE.....	14
CHAPITRE 1 : LES RÉSULTATS.....	20
1.1 Les acteurs politiques et le peuple palestinien.....	20
1.1.1 Les acteurs politiques et armés palestiniens	20
1.1.2 Le peuple palestinien : « les civils ordinaire »	24
1.2 Israël un « État souverain » possède du droit de la « légitime défense »	26
1.3 La position américaine en temps de guerre : un levier de domination	30
1.3.1 Le support inconditionnel.....	31
1.3.2 Plan du lendemain : La sécurité d’Israël et l’aide humanitaire aux Palestiniens.....	33
1.4 Un discours plus intensifié	35
1.4.1 L’aspect émotionnel du discours	36
1.4.2 Engagement américain marquant envers Israël	38
CHAPITRE 2 : DISCUSSION.....	41
2.1 Constats généraux.....	41
2.2 La fragmentation du peuple Palestinien s’inscrit dans la logique colonisatrice	42
2.3 La hiérarchisation des récits : une construction idéologique.....	46
BIBLIOGRAPHIE	50

RÉSUMÉ

Ce travail de recherche est une analyse critique du discours officiel américain concernant l'alliance stratégique avec Israël et la manière dont la question palestinienne y est abordée. En s'appuyant sur l'analyse des discours présidentiels américains durant les offensives militaires à Gaza en 2014, 2021 et 2023, ce travail met en lumière la construction d'un narratif récurrent où Israël est systématiquement présenté comme un acteur légitime, tandis que la Palestine est reléguée à une menace irrationnelle.

À travers ce discours, se dessine une dichotomie rigide qui oppose le « bien » au « mal », le légitime au subalterne, et qui évacue toute reconnaissance des droits politiques du peuple palestinien. En mobilisant les outils des études postcoloniales, l'analyse permet de qualifier cette rhétorique comme une forme de discours colonial, qui non seulement justifie la violence systémique exercée par Israël, mais contribue également à l'effacement de la cause palestinienne dans les représentations officielles américaines.

Mot clé : États-Unis – Israël – Palestine – Gaza – Discours – Alliance – Colonialisme

INTRODUCTION

L'intervention des États-Unis au Moyen-Orient repose sur des enjeux stratégiques multiples et complexes, où l'alliance avec Israël occupe une place centrale. Au-delà des considérations sécuritaires, cette relation s'inscrit dans une dynamique plus large de pouvoir et de domination, influençant les discours et les représentations politiques des différents acteurs de la région. À travers cette recherche, nous interrogeons la manière dont le discours officiel américain façonne cette alliance et se positionne vis-à-vis de la question palestinienne.

Avant d'approfondir la présentation de notre sujet, il est essentiel de définir ce qu'est une alliance stratégique. Selon Walt (1987) : « [U]ne alliance est un accord formel ou informel de coopération en matière de sécurité entre deux ou plusieurs États souverains » (Notre traduction, p.12). L'aspect stratégique de cette alliance s'est manifesté par les intérêts militaires et géopolitiques des États-Unis au Moyen-Orient, notamment pendant la Guerre froide face à l'Union soviétique (Claude, G, 2008, p.4). Durant cette période, Israël représentait un atout majeur pour les États-Unis afin de contrer l'influence soviétique dans la région (Vandal et Aoun, 2013, p.253). Pour illustrer la particularité de cette alliance, il est intéressant de noter qu'Israël est passé, en quelques décennies, du statut d'allié dans la Guerre froide (Tal, 2022, p.169) à celui d'allié stratégique des États-Unis (Tal, 2022, p.179). C'est dans ce contexte que s'est institutionnalisée l'alliance stratégique entre les deux parties (Beinin, 2020, p.197). Depuis sa création et sa reconnaissance par les États-Unis, Israël a bénéficié d'un statut privilégié aux yeux des Américains. Il a été considéré comme un allié « unique et impressionnant » (Spiegel, 1983), influençant le développement politique dans la région, fournissant des renseignements stratégiques et contribuant à réduire les coûts de défense des États-Unis (Spiegel, 1983). Cette position privilégiée s'est également manifestée dans le discours officiel américain, à travers les différentes phases de la coopération entre les deux parties. C'est à travers le prisme de cette alliance stratégique et de la position américaine face à la question palestinienne – et plus particulièrement dans le contexte des guerres de Gaza – que nous analysons ce sujet de recherche.

Bien que les États-Unis n'occupent pas directement les terres palestiniennes, leur discours officiel participe activement à la légitimation des politiques israéliennes d'occupation et d'oppression.

Mais comment ce discours se manifeste-t-il en temps de guerre ? Dans quelle mesure les prises de parole des présidents américains, notamment lors des offensives israéliennes sur Gaza, reflètent-elles une position cohérente avec l'alliance stratégique américano-israélienne ? Plus encore, ce discours dépasse-t-il le simple cadre du soutien à Israël pour s'inscrire dans un projet plus vaste de domination américaine au Moyen-Orient ? En analysant ces discours, nous cherchons à comprendre comment ils construisent un récit qui, non seulement justifie les actions israéliennes, mais consolide également la place des États-Unis comme acteur hégémonique dans la région.

Ainsi, notre question de recherche est la suivante : comment le discours officiel américain en faveur de l'alliance stratégique avec Israël constitue-t-il un discours colonial envers la question palestinienne ?

Ce travail de recherche porte sur le discours officiel américain pendant les guerres de Gaza de 2014, 2021 et 2023, en examinant la manière dont ce discours s'inscrit dans une logique coloniale vis-à-vis de la question palestinienne. L'importance de ce travail réside dans la nécessité de mettre en lumière l'implication des États-Unis dans la situation au Moyen-Orient, et plus précisément en Palestine, à travers une analyse des liens discursifs. Notre objectif principal est d'analyser la construction du récit américain en temps de guerre, en examinant comment la dichotomie Israël/Palestine se construit et se manifeste dans le discours officiel, ainsi les mécanismes discursifs par lesquels ce narratif colonialiste est articulé et justifié. Nous cherchons également à comprendre comment l'alliance stratégique est défendue à travers ces discours et à retracer la manière dont une approche colonialiste façonne ce narratif. Enfin, nous nous interrogeons sur les implications matérielles de cette position discursive, notamment son rôle dans la contribution à l'instabilité régionale en soutenant le colonialisme.

Notre intérêt pour ce sujet repose sur la conviction que le soutien à une cause juste, comme la question palestinienne, passe aussi par l'analyse et la déconstruction des discours dominants, afin d'exposer la réalité dissimulée derrière le langage officiel. Cette posture critique implique de considérer le discours non pas comme un simple reflet de la réalité, mais comme un instrument actif de pouvoir. À cet égard, nous nous appuyons sur la définition suivante : « La tâche de l'analyse du discours politique est de relier les subtilités du comportement linguistique à ce que nous entendons par "politique " ou "comportement politique" » (Chilton, P., et Schäffner, C, 2011, p.12,

notre traduction). Selon les auteurs : « Sont potentiellement "politiques" les actions (linguistiques ou autres) qui impliquent le pouvoir ou, à l'inverse, la résistance » (2011, p.12). Cette idée souligne la dimension politique intrinsèque du langage, où le pouvoir s'exerce à travers le discours, suscitant en retour des dynamiques de résistance. Ainsi, analyser ces discours revient à interroger les mécanismes par lesquels ils contribuent à structurer des rapports de domination et à légitimer des réalités politiques spécifiques. C'est précisément dans cette optique que se situe notre intérêt. Il s'agit de mettre en lumière les stratégies discursives qui participent à la construction d'une vision hégémonique du réel. À travers cette démarche, nous cherchons à comprendre comment ces discours influencent les perceptions collectives, justifient certaines actions étatiques, et, ce faisant, contribuent à l'invisibilisation d'autres voix. Ce sont notamment les voix de la résistance palestinienne et celles du peuple palestinien qui se trouvent ainsi marginalisées ou effacées.

Le cas d'étude choisi se concentre sur les discours officiels des présidents américains en fonction lors des guerres de Gaza de 2014, 2021 et 2023, à savoir Barack Obama et Joe Biden. Nous avons retenu la période postérieure à 2011 jusqu'à octobre 2024 en raison de son importance majeure pour saisir l'évolution de l'alliance américano-israélienne, notamment dans le contexte du post *Printemps arabe*, qui a précipité la chute de plusieurs régimes dans la région. Les bouleversements politiques dans cette période ont essentiellement intensifié les préoccupations américaines en matière de sécurité régionale, en particulier concernant la protection d'Israël (Pogodda, S, 2011, p.46), amenant les États-Unis à réajuster leurs priorités relativement à cette nouvelle dynamique révolutionnaire (Elgindy. K, 2019, p.212). L'affirmation par Barack Obama, le 19 mai 2011, selon laquelle l'engagement des États-Unis envers la sécurité d'Israël est « inébranlable » (Obama, 2011), témoigne de la place centrale qu'occupe cette alliance dans la reconfiguration des priorités stratégiques américaines après 2011.

Un autre aspect central de notre analyse porte sur l'intensification des interventions militaires israéliennes à Gaza, ainsi que sur l'évolution notable de l'usage de la force au cours de cette période. Le chapitre de résultats s'attachera à examiner les différentes formes que prend cette intensification, qu'elles soient d'ordre matériel, politique ou discursif.

En nous référant au temps de guerre, il est essentiel de préciser que nous désignons par ce terme la période au cours de laquelle nous analyserons les discours américains, à savoir les guerres de Gaza

en 2014, 2021, ainsi que la période du 7 octobre 2023 au 7 octobre 2024. Ce cadre temporel est particulièrement significatif, car il correspond à des moments où les tensions atteignent leur paroxysme et où les positions politiques se révèlent avec une plus grande clarté. C'est une période où les discussions diplomatiques s'intensifient, qu'il s'agisse de négociations de cessez-le-feu, de libération d'otages ou de manœuvres politiques visant à renforcer les conditions des pourparlers. Dans ce contexte, les déclarations officielles revêtent une importance particulière, car elles sont émises dans l'urgence du moment et traduisent plus spontanément les positions politiques, contrairement aux discours prononcés en période de désescalade ou après un cessez-le-feu, qui sont plus calculées.

L'engagement des États-Unis apparaît alors de manière plus explicite et directe en temps de guerre. Par ailleurs, nous choisissons d'analyser cette période précisément parce qu'elle représente un moment de vulnérabilité extrême pour les populations colonisées. Dans le cas de Gaza, le peuple palestinien subit une intensification de la violence, marquée par l'exercice massif de la force et la commission de crimes de guerre pouvant être qualifiés de génocidaires¹. Or, dans ce contexte, les souffrances des populations ne devraient pas être instrumentalisées comme des leviers de négociation politique. C'est précisément dans ces moments critiques que se déploie le narratif colonial à travers le discours officiel, cherchant à justifier ou à légitimer la domination et l'usage disproportionné de la force.

Il est d'importance de mentionner que nous avons choisi ces trois guerres en raison de leur durée et de l'ampleur des événements, qui fournissent une matière d'analyse substantielle. D'autres interventions armées ont eu lieu, mais nous les avons exclues car elles consistaient essentiellement en des opérations israéliennes d'assassinats ciblés, suivies de ripostes armées de la part des groupes de résistance. Bien que nous ne minimisions ni les pertes humaines ni les destructions matérielles, qui ont principalement touché les Palestiniens, ces affrontements ont été de courte durée, ce qui n'a pas généré une matière discursive suffisante du côté américain pour une analyse approfondie.

¹Anatomy of a Genocide – Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Palestinian territory occupied since 1967 to Human Rights Council – Advance unedited version (A/HRC/55/73), 24 mars 2024, (rapport), <https://www.un.org/unispal/document/anatomy-of-a-genocide-report-of-the-special-rapporteur-on-the-situation-of-human-rights-in-the-palestinian-territory-occupied-since-1967-to-human-rights-council-advance-unedited-version-a-hrc-55/>

Nous citons essentiellement : en 2012, l'opération "Pilier de Nuée" / "Pierres d'Argile Brûlante", en 2019 la bataille "Cri de l'Aube", et en 2022 l'opération "Aube Véritable" / "Unité des Fronts"². Ces confrontations, bien que significatives, ne présentent pas la même durée ni les mêmes implications stratégiques que les guerres de 2014, 2021 et 2023.

Dans cette continuité, nous avons choisi d'étudier Gaza plutôt qu'une autre région de la Palestine historique, car notre objectif est d'analyser la construction du narratif américain en temps de guerre. Or, Gaza a été le terrain des guerres particulièrement intenses, entraînant des pertes humaines massives et des destructions matérielles majeures. De plus, le corps social et politique à Gaza demeure plus structuré par rapport à d'autres régions de la Palestine historique, qui manifestent aujourd'hui leur résistance armée, notamment dans certains camps de réfugiés de villes comme Jénine, Tulkarem et Naplouse. L'exemple de Gaza est particulièrement pertinent, car, depuis plus que 17 ans³, ce territoire est assiégé et constitue un symbole concret de la résistance populaire contre l'occupation et le déplacement forcé. Il incarne également des dynamiques spécifiques, comme l'autogestion, la construction d'un contre-narratif face aux forces coloniales et la structuration d'un gouvernement et de groupes de résistance dans un contexte de blocus.

Cette recherche s'inscrit dans un cadre spatio-temporel postérieur à 2011, période marquée par de profondes transformations dans la scène politique régionale. Toutefois, afin de saisir pleinement les dynamiques actuelles, un retour succinct sur les événements antérieurs à cette séquence s'impose.

1. Contexte

Après la deuxième *Intifada* en 2000, la résistance à Gaza s'est développée et intensifiée, adoptant une forme armée déclarée. Dans ce contexte, le Hamas, en tant que force politique, a remporté les

²Les guerres les plus importantes d'Israël dans la bande de Gaza, 28 juillet 2024, Al Jazeera (article): <https://www.aljazeera.net/encyclopedia/2022/8/7/%D8%A3%D8%A8%D8%B1%D8%B2-%D8%AD%D8%B1%D9%88%D8%A8-%D8%A5%D8%B3%D8%B1%D8%A7%D8%A6%D9%8A%D9%84-%D8%B9%D9%84%D9%89-%D9%82%D8%B7%D8%A7%D8%B9-%D8%BA%D8%B2%D8%A9>

³Euro-Med Human Rights Monitor, Suffocation and Isolation 17 Years of Israeli Blockade on Gaza, (article), <https://euromedmonitor.org/en/gaza>

élections en 2006⁴ et consolidé son contrôle sur l'administration et la gouvernance à Gaza⁵. La guerre de 2008 constitue un tournant dans le conflit palestinien-sioniste, caractérisée par une intensification de la violence exercée par l'armée israélienne. Cette offensive s'inscrit dans une continuité où les cycles de violence sont souvent précédés par des politiques coloniales agressives, notamment l'expansion des colonies et les déplacements forcés dans le territoire palestinien occupé.

Il est important de souligner que les événements, en Cisjordanie, et plus particulièrement à Jérusalem, influencent directement l'escalade des tensions à Gaza. À titre d'exemple, les événements survenus à Jérusalem, notamment dans le quartier de *Sheikh Jarrah*⁶ en 2021, illustrent cette dynamique. Les politiques de confiscation des terres, d'expulsion et de déplacement forcé des familles palestiniennes et la démolition de leurs maisons ont exacerbé les tensions, entraînant une réaction de la résistance palestinienne à Gaza la même année. De même, l'opération *Déluge d'Al-Aqsa*, menée par la résistance palestinienne le 7 octobre 2023, ne peut être dissociée du contexte plus large des politiques israéliennes à Jérusalem et la violation de la sacralité de la mosquée *Al-Aqsa* et des lieux saints par les colons israéliens⁷. Toutefois, malgré l'évolution des formes de résistance, le déséquilibre des forces reste frappant. Israël bénéficie d'une supériorité militaire écrasante, renforcée par une technologie de pointe et un système de défense avancé, largement soutenu par les États-Unis. Ce soutien contribue à faire de l'armée israélienne l'une des plus technologiquement sophistiquée au monde (Sharp, J. M., 2012, p.2). Les États-Unis jouent un rôle

⁴Les élections législatives palestiniennes (2006), *Mapping Palestinian Politics*, (article) https://ecfr.eu/special/mapping_palestinian_politics/legislative-elections-2006/

⁵La formation du gouvernement palestinien dirigé par Haniyeh, 21 mars 2006, Al Jazeera (article) <https://www.aljazeera.net/news/2006/3/21/%D8%AA%D8%B4%D9%83%D9%8A%D9%84%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%AD%D9%83%D9%88%D9%85%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D9%81%D9%84%D8%B3%D8%B7%D9%8A%D9%86%D9%8A%D8%A9-%D8%A8%D8%B1%D8%A6%D8%A7%D8%B3%D8%A9>

⁶Amnesty International, *Israel apartheid against palestinians: A look into decades of oppression and domination*, (rapport), 1^{er} février 2022, <https://www.amnesty.org/en/latest/campaigns/2022/02/israels-system-of-apartheid/>

⁷En 2023, plus de 48 000 colons ont pris d'assaut la mosquée Al-Aqsa, 1 janvier 2004, Al Araby (article), <https://www.alaraby.com/news/%D8%AE%D9%84%D8%A7%D9%84-2023-%D8%A3%D9%83%D8%AB%D8%B1-%D9%85%D9%86-48-%D8%A3%D9%84%D9%81-%D9%85%D8%B3%D8%AA%D9%88%D8%B7%D9%86-%D8%A7%D9%82%D8%AA%D8%AD%D9%85%D9%88%D8%A7-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%B3%D8%AC%D8%AF-%D8%A7%D9%84%D8%A3%D9%82%D8%B5%D9%89>

central dans le développement de l'arsenal militaire israélien, consolidant ainsi son statut de premier allié stratégique d'Israël dans la région.

Ce contexte ne peut être analysé sans prendre en compte la réalité d'une occupation prolongée, fondée sur des rapports de domination persistants. Bien que ce travail se concentre sur la période 2011-2024, il s'inscrit dans une trajectoire historique plus longue, marquée par le déplacement forcé des populations, la confiscation des terres, l'expansion continue des colonies en Cisjordanie, ainsi que par les incursions répétées dans la mosquée *Al-Aqsa*. Ces éléments ne sont pas de simples événements isolés, mais bien des manifestations d'une politique coloniale systématique. Toute analyse du discours qui négligerait ces éléments ou qui réduirait la question palestinienne à une lecture fragmentaire, dissociée de sa dimension politique, territoriale et historique, serait fondamentalement incomplète. C'est à la lumière de ce contexte politique et historique que le discours officiel américain doit être appréhendé comme un instrument de la domination politique des États-Unis.

Nous postulons que le discours officiel américain façonne un récit qui renforce l'alliance stratégique entre les États-Unis et Israël en instaurant en contrepartie une division binaire entre Israël et la Palestine. Cette opposition, qui favorise l'allié israélien, construit en miroir une image subalterne du peuple palestinien, inscrivant ainsi la colonisation dans une dimension linguistique et narrative. À travers une analyse lexicale et thématique, nous étudierons comment le discours américain met en scène deux protagonistes de l'histoire : un héros (Israël) et un subalterne (la Palestine). Ce récit légitime Israël comme un acteur du "bien", porteur d'un droit à l'existence, tandis que la Palestine est reléguée à une position opposée, marquée par la négation et la marginalisation.

C'est dans cette perspective que nous mobilisons les études postcoloniales comme cadre théorique afin d'interroger en profondeur les rapports de pouvoir, les logiques de représentation et les hiérarchies symboliques qui structurent le discours officiel américain sur la question palestinienne.

2. Cadre théorique : Les études postcoloniales

Dans le cadre de ce travail de recherche, nous mobilisons les études postcoloniales. Celles-ci nous apparaissent comme un référentiel théorique pertinent pour analyser la construction discursive du

pouvoir et de la domination dans les relations internationales, en particulier en matière de politique étrangère américaine. En s'appuyant sur ces apports, cette recherche examine la manière dont le discours officiel américain élabore et reproduit un narratif structuré autour d'une dichotomie Israël/Palestine, laquelle traduit et consolide une hiérarchie de pouvoir fondée sur des logiques de domination.

L'analyse du discours politique, telle que développée par Llamas et Boyd (2018) repose sur trois dimensions essentielles : les caractéristiques textuelles, les interactions et la représentation. Ces auteurs soulignent que « [L]a représentation est l'une des fonctions évidentes du discours, puisqu'à travers le langage, nous présentons généralement une vision donnée de la réalité » (Notre traduction, p.318). Cette perspective est particulièrement pertinente pour notre recherche, car elle met en évidence la manière dont le discours officiel américain produit et diffuse une représentation spécifique sur la question palestinienne et le peuple palestinien. Dans ce cadre, la pensée d'Edward Said est centrale. À travers son ouvrage *l'Orientalisme*, Said démontre que la représentation des sociétés colonisées par les puissances impériales n'est jamais neutre, mais s'inscrit dans une logique de domination où la production du savoir est intrinsèquement liée au pouvoir. Selon lui : « Toutes les cultures ont tendance à créer des représentations des cultures étrangères dans l'espoir de mieux les maîtriser et, en un sens, de les contrôler » (Said, 2000, p. 162). Ce processus repose sur la construction d'un discours qui présente les peuples colonisés sous un prisme simplificateur, les réduisant à des stéréotypes figés qui servent les intérêts des puissances impériales. Cette représentation biaisée permet non seulement de justifier les interventions militaires et politiques, mais aussi d'exclure les peuples dominés de la production de leur propre récit historique. Dans cette perspective, Said définit *l'Orientalisme* comme : « [L]a distinction ontologique et épistémologique entre "l'Orient" et le plus souvent "l'Occident" » (1997, p.15). Dans la même logique, Chowdhury (2014) souligne que l'orientalisme est un : « [...] système de représentation qui régule l'interaction entre deux identités, l'Occident et l'Orient » (Notre traduction, p.21). Ce système ne se limite pas de décrire une opposition simple entre ces deux entités ; il impose une hiérarchie où l'Orient est perçu comme inférieur, exotique, voire menaçant. Loin d'être une simple construction académique, ce processus de représentation constitue un instrument de pouvoir qui légitime la domination occidentale. Ainsi, la domination ne se limite pas à une occupation physique ou à une exploitation des ressources, mais s'étend également au contrôle du discours et des

représentations, ce qui perpétue l'influence impériale bien au-delà de la période coloniale. Said résume cette idée en affirmant que : « [...] l'orientalisme est un style occidental de domination, de restructuration et d'autorité sur l'Orient » (1997, p.15).

Dans le cadre de cette recherche, l'approche postcoloniale sera mobilisée pour analyser la manière dont le discours officiel américain structure son narratif sur la question palestinienne et construit cette opposition binaire entre Israël et la Palestine. Il ne s'agit pas seulement d'identifier les prises de position explicites, mais d'examiner comment ce discours participe à une mise en récit de la situation en Palestine qui reflète des dynamiques de pouvoir asymétriques. L'analyse portera donc sur la façon dont les termes employés, les cadres interprétatifs mobilisés et les acteurs mis en avant contribuent à une lecture spécifique des événements, où Israël est souvent présenté comme un acteur rationnel et légitime, tandis que la Palestine est réduite à une problématique sécuritaire ou humanitaire.

Il est donc important de comprendre comment ce discours s'inscrit dans un système discursif de domination, où certaines voix sont amplifiées tandis que d'autres sont marginalisées, voire invisibilisées. Dans cette optique, Said (1997), s'inspirant des travaux de Foucault, souligne l'importance d'étudier l'orientalisme en tant que discours de pouvoir :

Je soutiens que, si l'on n'étudie pas l'orientalisme en tant que discours, on est incapable de comprendre la discipline extrêmement systématique qui a permis à la culture européenne de gérer – et même de produire – l'Orient du point de vue politique, sociologique, militaire, idéologique, scientifique et imaginaire (p.15).

L'approche postcoloniale permettra ainsi de mettre en lumière les mécanismes par lesquels le discours américain façonne la perception de la question palestinienne en la cadrant dans des termes qui servent ses intérêts stratégiques et ceux de son allié israélien. Cette analyse s'attachera à démontrer comment cette construction discursive contribue non seulement à la légitimation des politiques israéliennes, mais aussi à la reproduction d'un ordre mondial où les rapports de force coloniaux persistent sous de nouvelles formes.

Il convient de souligner un aspect central de l'approche foucauldienne de l'analyse du discours. Dans *L'Archéologie du savoir*, Michel Foucault (1980), en explorant le champ discursif, affirme que :

[I]l s'agit de saisir l'énoncé dans l'étroitesse et la singularité de son événement ; de déterminer les conditions de son existence, d'en fixer au plus juste les limites, d'établir ses corrélations aux autres énoncés qui peuvent lui être liés, de montrer quelles autres formes d'énonciation il exclut. On ne cherche point, au-dessous de ce qui est manifeste, le bavardage à demi silencieux d'un autre discours ; on doit montrer pourquoi il ne pouvait être autre qu'il n'était, en quoi il est exclusif de tout autre, comment il prend, au milieu des autres et par rapport à eux, une place que nul autre ne pourrait occuper (1980, p.40).

L'approche de Foucault est essentielle pour comprendre la production du discours américain sur la Palestine. Il ne suffit pas d'analyser les qualifications explicites qui y sont formulées, mais de révéler le système de représentation qui les sous-tend et qui hiérarchise les positions des acteurs en présence. Ce qui est en jeu ici, ce n'est pas seulement la qualification explicite des acteurs, mais la hiérarchisation des voix et des perspectives dans l'espace discursif. Le discours officiel américain ne fonctionne pas uniquement par ce qu'il affirme, mais aussi par ce qu'il disqualifie ou réduit au silence. L'analyse du discours, selon la perspective foucauldienne, ne se limite pas à repérer des expressions de pouvoir évidentes, mais cherche à identifier comment certaines représentations s'imposent comme allant de soi et deviennent le cadre unique dans lequel la réalité est pensée et décrite.

Bien que les discours analysés dans ce travail soient publiquement accessibles, notre objectif est de mettre en lumière ce qui demeure implicite, voire occulté : la manière dont s'élabore un discours colonial à l'égard d'une population colonisée. C'est dans cette perspective que notre analyse ne se limitera pas au contenu explicite de ces discours, mais s'attachera à interroger le système de représentations construit à travers le narratif américain.

3. L'analyse critique du discours

Pour analyser le discours officiel américain sur les guerres de Gaza (2014, 2021 et 2023) et la question palestinienne, ce travail de recherche adopte une approche qualitative, en mobilisant l'analyse critique du discours (*Critical Discourse Analysis - CDA*). Cette méthodologie permet

d'examiner comment les discours politiques structurent et justifient les rapports de pouvoir, notamment à travers la construction de récits dominants.

L'analyse critique du discours est particulièrement adaptée à notre objet de recherche, car elle permet d'évaluer comment le langage et les discours renforcent les structures de domination au sein et entre les communautés humaines (Houlette, 2024, p. 933). En mettant en lumière les dynamiques sous-jacentes de pouvoir et de domination inscrites dans le langage (Dijk, T. A. v. 2011), cette approche permet d'analyser comment les discours politiques légitiment certaines pratiques et interventions (Mullet, 2018). De plus, elle éclaire les représentations des acteurs régionaux, notamment Israël et la Palestine dans notre cas de recherche, en considérant le discours comme une pratique sociale qui influence directement les rapports de force et de domination (Dijk, T. A. v. 1993). Dans cette perspective, l'analyse critique du discours et les études postcoloniales se rejoignent sur la question de la représentation et du pouvoir discursif. Comme l'affirme Van Dijk (2011)

[L]e discours est à la fois constitutif du social et façonné par lui : il constitue les situations, les objets de connaissance, ainsi que les identités sociales et les relations entre les individus et les groupes. Il est constitutif à la fois dans le sens où il contribue à maintenir et reproduire le statu quo social, et dans le sens où il participe à sa transformation (Notre traduction, p.3).

En d'autres termes, le langage ne se limite pas à refléter la réalité sociale ; il contribue activement à la façonner en définissant les cadres d'interprétation des événements, en légitimant certaines positions de pouvoir et en marginalisant d'autres. Ainsi, l'analyse du discours permet de comprendre comment les récits dominants sont construits, maintenus et, potentiellement, contestés. Dans la même logique, Chilton et Schäffner (2011) avancent l'idée qu'explique que le contrôle de l'information est essentiel au pouvoir politique, par plusieurs stratégies : comme le secret, la censure, l'omission, le mensonge ou encore l'usage d'euphémismes pour atténuer des réalités gênantes. Ils ajoutent que l'objectif de ces manipulations discursives est de modeler la perception du public et d'orienter le débat politique en évitant des référents problématiques (2011, p.13).

Notre cadre méthodologique trouve d'autant plus sa pertinence que, comme le souligne Van Dijk (2011), l'analyse critique du discours ne revendique pas une posture de neutralité absolue, mais

assume explicitement un engagement aux côtés des groupes dominés et opprimés, en opposition aux structures de pouvoir qui les marginalisent (2011, p.4). Notre objectif étant d'analyser la construction du narratif américain sur la question palestinienne, ainsi que l'opposition binaire Israël/Palestine articulée en faveur du colonisateur, l'analyse critique du discours nous offre les outils conceptuels et méthodologiques nécessaires pour mettre en lumière, interroger et déconstruire cette configuration dualiste.

Dans le cadre d'une analyse de discours, ce travail de recherche s'appuiera sur deux concepts fondamentaux : le pouvoir et la domination, dont la définition préalable est essentielle pour orienter notre réflexion.

Le concept de pouvoir est central dans l'étude du discours politique, en particulier lorsqu'il s'agit d'examiner les justifications des décisions de politique étrangère américaine. Comme l'expliquent Llamas et Boyd (2018) : « La dimension du pouvoir est clairement reflétée dans le rôle dominant de l'orateur, en l'occurrence le président des États-Unis » (p. 312). Le pouvoir est généralement institutionnalisé et hiérarchisé, avec des élites exerçant une influence majeure sur la production et la diffusion du discours (Dijk, T. A. v. 1993). Selon Mullet (2018) : « L'élément clé de l'ACD est le concept de pouvoir, c'est-à-dire la possibilité pour une personne, dans une relation sociale, d'imposer sa volonté malgré la résistance des autres » [Notre traduction]. Dans la même perspective, Van Dijk (1993) ajoute

Malgré la complexité et la subtilité des relations de pouvoir, l'analyse critique du discours s'intéresse particulièrement à l'abus de pouvoir, c'est-à-dire aux violations des lois, des règles et des principes de démocratie, d'égalité et de justice par ceux qui détiennent le pouvoir (Notre traduction, p.254).

Dans notre analyse, nous nous focalisons sur les motivations américaines liées à l'exercice du pouvoir, où les États-Unis se présentent comme une puissance légitimant leurs actions, alliances et positions en fonction de ce statut. L'enjeu central réside dans l'abus de pouvoir et l'imposition de leur volonté, malgré l'existence de résistance. Cet aspect constitue une clé essentielle pour examiner et décrypter le discours américain sur la question palestinienne, au même titre que le concept de domination. Selon Van Dijk (1993) :

La domination est définie ici comme l'exercice du pouvoir social par les élites, les institutions ou les groupes, entraînant une inégalité sociale, y compris les inégalités politiques, culturelles, de classe, ethniques, raciales et de genre (Notre traduction p.250).

Cette définition souligne la dimension structurelle de ce concept, qui dépasse le simple exercice d'autorité pour s'inscrire dans un système global d'inégalités. Comme le rappelle Mullet (2018), la domination, ou l'exercice abusif du pouvoir, se manifeste lorsqu'un groupe en contrôle un autre. Selon elle, ce contrôle peut s'exercer de manière concrète, en restreignant les libertés et les actions d'un groupe, mais aussi de façon plus subtile, en influençant ses perceptions et son cadre idéologique. Ainsi, au-delà des contraintes physiques, la domination passe également par la construction et l'orientation des représentations, façonnant la manière dont un groupe perçoit sa propre réalité et celle des autres (Mullet, 2018). Selon Van Dijk, ce processus de production peut impliquer différents modes de relations entre discours et pouvoir tels que la représentation, la légitimation, le déni, etc., (1993 p.250). Il explique que : « Le pouvoir et la domination sont généralement organisés et institutionnalisés », et précise ensuite que

Cette organisation sociale, politique et culturelle de la domination implique également une hiérarchie du pouvoir : certains membres des groupes et organisations dominants jouent un rôle particulier dans la planification, la prise de décision et le contrôle des relations et des processus de mise en œuvre du pouvoir (Dijk 1993, p.255, notre traduction).

Un enjeu central de notre analyse consiste à saisir de quelle manière le discours officiel américain légitime sa position en s'appuyant sur les notions de pouvoir et de domination. En particulier, la construction d'une dichotomie Israël/Palestine au sein de ce discours reflète une structure binaire plus large, emblématique des logiques coloniales, qui s'inscrit dans l'élaboration d'une hiérarchie coloniale. Cette construction, que nous tracerons à travers le discours, illustre une opposition entre le « bien » et le « mal », reflétant ainsi d'autres schémas binaires, tels que colonisateur/colonisé ou dominant/subalterne.

La section suivante présente en détail la démarche adoptée pour l'analyse du discours, en précisant le corpus étudié ainsi que les paramètres de notre cadre analytique.

CADRE D'ANALYSE

La présente section expose la démarche analytique qui sous-tend ce travail de recherche, en précisant les outils méthodologiques mobilisés ainsi que les étapes suivies dans l'examen du corpus discursif retenu. Nous avons opté pour une approche en analyse critique du discours (ACD), qui repose sur un ensemble d'outils empruntés à la théorie des actes de langage, à la linguistique fonctionnelle systémique (Mullet, 2018), ainsi qu'à d'autres disciplines connexes. Cette richesse théorique permet de construire un cadre d'analyse souple, apte à s'adapter aux spécificités du contexte et des matériaux étudiés.

Dans le cadre de ce travail, l'analyse critique de discours est mobilisée pour interroger les stratégies discursives et les justifications déployées dans les discours officiels portant sur la politique étrangère des États-Unis au Moyen-Orient, et plus particulièrement à l'égard d'Israël et de la Palestine. L'analyse portera une attention particulière à la manière dont ces discours participent à la légitimation des positions et des actions américaines, notamment en contexte de guerre. L'analyse s'attachera ainsi aux choix lexicaux opérés dans les discours présidentiels américains, aux structures argumentatives qui les sous-tendent, aux cadres rhétoriques employés, ainsi qu'aux procédés stylistiques tels que les métaphores, les analogies ou l'invocation de figures d'autorité. Il s'agira également de prendre en compte l'organisation interne des discours ainsi que les exemples mobilisés. L'ensemble de ces éléments permettra de dégager les justifications dominantes articulées autour de l'alliance stratégique avec Israël, tout en identifiant les intérêts politiques qui sous-tendent ces prises de position.

Nous détaillerons, dans les paragraphes suivants, la méthode adoptée pour mener cette analyse, en lien avec les objectifs et les outils exposés ci-dessus.

Dans la partie d'analyse de discours, nous divisons les sections d'analyse comme le suivant : Nous procédons d'abord à une analyse lexicale et thématique qui repose sur l'étude des expressions récurrentes associées à chaque acteur afin d'identifier comment Israël et la Palestine sont décrits et positionner dans le discours officiel américain. Notre analyse se concentre donc sur les termes et les structures linguistiques employés pour désigner la Palestine et Israël en temps de guerre. Nous

examinons comment ces choix lexicaux contribuent à la construction de représentations spécifiques. Une attention particulière est portée aux procédés par lesquels certains vocables et formulations contribuent à structurer un cadre discursif instaurateur de rapports de pouvoir et de mécanismes de légitimation.

L'analyse thématique a été construite de manière inductive, à partir de la lecture approfondie du corpus. Les catégories thématiques n'ont pas été définies au préalable, mais se sont dégagées progressivement au fil de l'examen des discours, en fonction de leur fréquence, de leur pertinence analytique et de leur capacité à éclairer les logiques discursives à l'œuvre. Parmi les thématiques qui se sont imposées figurent notamment l'agentivité politique, l'alliance stratégique, le terrorisme, ainsi que les politiques de représentation. Ces axes d'analyse permettent de structurer notre lecture critique en interrogeant la manière dont les discours officiels assignent des rôles différenciés aux acteurs en présence, construisent des hiérarchies morales et stratégiques, et participent à la légitimation de certaines positions politiques. L'alliance entre les États-Unis et Israël, par exemple, constitue un fil conducteur de ce travail, introduit dès l'introduction de ce travail, et réapparaît sous diverses formes dans les discours étudiés — tantôt comme évidence historique, tantôt comme nécessité stratégique ou comme prolongement de valeurs partagées. La thématique du terrorisme, quant à elle, n'est pas issue d'un choix terminologique, mais découle directement de la construction discursive opérée par les présidents américains eux-mêmes. Il s'agit ici d'analyser comment ce terme est mobilisé dans les discours pour tracer des frontières, désigner des ennemis, et justifier l'usage de la force. L'enjeu est donc d'interroger non pas le concept en soi, mais la manière dont il est discursivement énoncé et instrumentalisé. Enfin, les politiques de représentation occupent une place transversale dans notre analyse. Elles renvoient aux procédés par lesquels les identités, les valeurs et les rapports de domination sont mis en récit et naturalisés dans les discours. Cette thématique, au cœur de notre cadre théorique, est approfondie dans la section consacrée aux études postcoloniales, où elle est mobilisée comme outil conceptuel central.

Nous retracons ensuite l'évolution du discours américain en observant l'intensité et la tonalité utilisées pour parler d'Israël et de la Palestine, en mettant particulièrement l'accent sur les variations lexicales et les différences de tonalité selon le contexte du discours. Nous accordons une attention particulière à l'usage du caractère émotionnel dans la construction du narratif américain. Nous analysons également la fréquence avec laquelle Israël est mentionné et systématiquement

associé aux notions de légitime défense et de sécurité par rapport à la Palestine, ce qui permet de mettre en évidence la hiérarchisation des priorités discursives.

Il est important de préciser que cette recherche n'adopte pas une analyse séparée pour chaque guerre, d'abord en raison des différences notables dans la matière à analyser de la durée de ces guerres, mais surtout parce que les éléments constitutifs du discours américain se répètent à travers le temps. Dès lors, l'approche retenue privilégie une analyse thématique plutôt qu'une étude segmentée par guerre. Cela n'exclut nullement que cette analyse thématique soit articulée selon une progression chronologique, permettant ainsi de suivre la construction évolutive du narratif américain. L'organisation temporelle permet de mettre en lumière la manière dont les discours présidentiels sont structurés pour légitimer certaines actions, en particulier les interventions militaires israéliennes à Gaza, tout en imposant un point de vue spécifique sur la politique étrangère des États-Unis. Il ne s'agit pas uniquement de raconter une histoire, mais bien de produire une mise en récit qui confère sens, cohérence et justification à des choix stratégiques précis. Ce cadre d'analyse ne limite en rien l'attention portée à l'évolution du ton et de l'intensité du discours ; au contraire, il permet de mieux saisir la montée en puissance de la rhétorique américaine en faveur de l'alliance stratégique avec Israël, et ce, d'une guerre à l'autre. En suivant cette progression, il devient possible d'observer comment les justifications se renforcent, se transforment ou se normalisent au fil du temps.

Dans la discussion, nous approfondissons l'analyse en examinant le rapport entre le discours américain et les notions de domination et de pouvoir en mettant en lumière la manière dont le système de représentation américain façonne la perception de la question palestinienne en revenant à notre cadre théorique et contribue en conséquence à la construction d'un discours colonial.

Pour atteindre notre objectif de recherche nous délimitons le corpus suivant : Les discours officiels des présidents américains constituant le corpus principal de ce travail de recherche, extraits des sites web suivants : *WhiteHouse.gov*, *Obama White House Archive* (<https://obamawhitehouse.archives.gov/>), *Biden White house archive* (<https://bidenwhitehouse.archives.gov/>), et la chaîne YouTube *Biden White House* (<https://www.youtube.com/@WhiteHouse46>).

Nous avons d'abord recensé toutes les publications et déclarations officielles émises pendant chaque période de guerre en y incluant également certaines déclarations faites juste avant ou après, afin de mieux contextualiser les événements, ensuite, un travail de tri a été effectué pour sélectionner les discours les plus pertinents en fonction de leur contenu de leur portée politique et de leur rôle dans la construction du narratif américain. Nous mentionnons à cet égard que nous avons utilisé les transcriptions des discours déjà publiées sur les sites officiels mentionnés. Le seul discours analysé sous forme de vidéo est celui de Biden, prononcé le 20 mai 2021.

Guerre de Gaza 2014 : entre le 8 juillet 2014 et le 26 août 2014 : Rocher inébranlable /

Feuillage dévasté : Nous avons commencé par effectuer une recherche en utilisant le mot-clé "Israël 2014", ce qui a généré 1523 résultats, comprenant des articles non triés et publiés à différentes périodes. Ensuite, nous avons affiné notre recherche avec le mot-clé "Gaza 2014", ce qui a donné 229 résultats. Cependant, l'absence de filtres spécifiques sur le site web a rendu le tri plus complexe, car certains articles ne correspondaient pas à la période étudiée. C'est pourquoi nous avons procédé à un tri manuel afin d'identifier et de sélectionner uniquement les actes de presse liés à la guerre de Gaza de 2014 et publiés dans cette période. Dans une première étape, nous avons choisi deux rubriques principales pour la sélection : "*Speeches and Remarks*" (Discours et Remarques) et "*Statements and Releases*" (Déclarations et Communiqués), afin de couvrir l'ensemble des déclarations officielles de la Maison-Blanche en lien avec cette guerre. Ensuite, le travail de sélection a permis de réduire les discours analysés de cette période à 9 discours.

Guerre de Gaza 2021 : entre le 6 et le 21 mai 2021 : Gardien des Murailles/ L'Épée de

Jérusalem (Al Qods) : Avant de délimiter le corpus de cette période un point important à clarifier : Après l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche en janvier 2025, des changements ont été apportés au site officiel de la Maison-Blanche, entraînant le transfert de toutes les données relatives à la présidence de Joe Biden vers une archive dédiée sur le site *bidenwhitehouse.archives.gov*, ce qui a nécessité une recherche manuelle pour délimiter le corpus des guerres de 2021 et 2023-2024 sous la présidence de Biden. En l'absence d'une barre de recherche dans le site, cela a impliqué la sélection manuelle des publications couvrant la période de chaque guerre en suivant un ordre chronologique. Cette méthode nous a offert plusieurs avantages ; d'abord elle a permis d'inclure non seulement les déclarations du président, mais aussi celles d'autres figures clés de l'administration Biden telles que le chargé de communication, le secrétaire d'État, et la vice-

présidente, ce qui a donné une meilleure visibilité sur le discours officiel de la Maison-Blanche, en intégrant différents niveaux de communication politique. Ensuite, elle a offert l'opportunité de sélectionner des actes publiés juste avant ou après la guerre, ce qui évite une limitation stricte à la période de la guerre et permet une meilleure contextualisation des événements pour mener cette recherche. Deux rubriques principales ont été explorées à savoir *Statements and Releases* qui regroupe les déclarations et communiqués officiels et *Speeches and Remarks* qui comprend les discours et remarques. Ce choix a permis d'élargir l'échantillon au-delà des seules prises de parole présidentielles, ce qui s'est révélé particulièrement pertinent pour la guerre de 2021, étant donné sa courte durée et le nombre limité de déclarations du président Biden. Cependant le site ne permettait pas d'obtenir un décompte exact des articles disponibles avant la sélection, puisque les résultats de recherche étaient affichés sous forme de pages et non sous la forme d'un nombre précis d'actes présidentiels. Nous avons effectué une recherche manuelle des discours officiels couvrant la période du 6 au 21 mai 2021. Première observation : aucun discours n'a été prononcé sur la guerre avant le jour du cessez-le-feu, avec un seul discours en total.

Guerre de Gaza : Entre le 7 octobre 2023 et le 7 octobre 2024 : Les Épées de Fer/ Le Déluge d'Al-Aqsa : Nous avons appliqué la même stratégie de filtrage, puisqu'il s'agissait du même site web. La sélection a été réalisée manuellement en parcourant le site et en choisissant les articles pertinents. La première sélection a regroupé l'ensemble des publications sur le site de la Maison-Blanche sous l'administration Biden, durant la période liée à la guerre de Gaza. Cela inclut un total de 19 discours et remarques et 187 déclarations et communiqués, incluant les publications de responsable d'État aussi. Le nombre final de déclarations sélectionnées est 8 discours et 3 communiqués de presse.

Ainsi, le corpus final retenu pour cette recherche comprend 18 discours et 3 communiqués de presse, soit un total de 21 déclarations. L'ensemble de ces déclarations est référencé avec leurs liens dans la bibliographie de ce travail.

Il convient de souligner que le nombre de déclarations publiées entre le 7 octobre 2023 et le 7 octobre 2024 est nettement plus élevé que pour les deux autres guerres, en raison de la durée prolongée de la guerre. Ce qui ressort surtout, c'est l'implication significative de l'administration Biden dans ces événements. Les déclarations officielles recensées sur le site de la Maison-Blanche

(puis transférées aux archives Biden après l'arrivée de Trump) ne se limite pas au président, mais incluent également la vice-présidente, les porte-parole du Conseil de sécurité nationale Sean Savett et Adrienne Watson, la porte-parole de la Maison-Blanche Karine Jean-Pierre, le conseiller à la sécurité nationale Jake Sullivan, ainsi que d'autres figures de l'administration. Une autre remarque concerne la fréquence de mention d'Israël par rapport à la Palestine. Une différence notable apparaît entre le nombre de fois où chaque acteur est cité.

Pour affiner notre corpus, nous avons appliqué deux critères de sélection. Le premier concerne les déclarations des présidents, afin d'analyser directement la posture officielle de la Maison-Blanche. Le second critère repose sur l'identification des moments clés de cette période, notamment les premiers jours de la guerre ainsi que les phases cruciales des négociations pour la libération des otages. Cette approche permet de mieux saisir l'évolution du discours en fonction des enjeux politiques et stratégiques.

CHAPITRE 1 : LES RÉSULTATS

Le premier chapitre de ce travail est consacré à l'analyse des discours sélectionnés précédemment. L'analyse est structurée en quatre sections, que nous jugeons pertinentes pour appréhender les dynamiques discursives en jeu. Dans la première section, nous examinons la manière dont le discours officiel américain définit les acteurs politiques et la population palestinienne. La deuxième section s'intéresse à la représentation d'Israël en tant qu'État souverain qui possède le droit à la « légitime défense ». La troisième section explore l'exercice de la domination américaine à travers le positionnement adopté face aux différentes parties. Enfin, la dernière section met en lumière l'évolution et l'intensification du discours au fil du temps, en analysant les formes et manifestations de cette radicalisation.

Étant donné que les discours officiels américains ont été prononcés dans leur langue originale, tous les termes, extraits et citations présents dans ce travail sont le fruit de notre traduction de l'anglais vers le français.

1.1 Les acteurs politiques et le peuple palestinien

Dans cette section, nous analysons comment le discours officiel américain construit la représentation des acteurs palestiniens, en établissant un dualisme marqué entre les groupes armés et la population civile. Le terme « civils » est systématiquement employé pour désigner les Palestiniens non combattants, renforçant ainsi une séparation nette entre la résistance armée et son ancrage populaire.

1.1.1 Les acteurs politiques et armés palestiniens

D'après les discours analysés lors des guerres de Gaza 2014, 2021 et 2023, nous avons établi une catégorisation systématique des acteurs représentant le côté palestinien. L'identification de la partie palestinienne révèle, dans un premier temps, des groupes diversifiés et non homogènes avec la population, souvent associés à la dimension militaire armée. La deuxième remarque montre que ces groupes, en particulier le Hamas et son bras armé *Ezzedine Al-Qassam*, sont généralement associés à des notions liées au terrorisme.

On retrouve cet exemple dans le discours de Barak Obama du 1^{er} août 2014, où il utilise l'expression « *factions palestiniennes* ». Le contexte montre également qu'avant même le déclenchement de cette guerre, Obama avait déjà qualifié le Hamas de groupe terroriste dans un discours le 5 mars 2012. En 2021, dans son discours du 20 mai annonçant le cessez-le-feu, Joe Biden reprend cette même qualification en identifiant les groupes armés comme « Groupes terroristes basés à Gaza », ajoutant que, : « Nous ferons l'effort avec l'Autorité palestinienne et non avec le Hamas, l'Autorité ». Biden choisit de mentionner les autorités palestiniennes en insistant sur "non avec le Hamas, l'Autorité", comme s'il insistait sur le fait que le Hamas ne représente pas le peuple palestinien à Gaza.

La période entre octobre 2023 et octobre 2024 confirme cette même qualification avec une intensité accrue, accompagnée d'une manifestation plus marquée de l'idée de diabolisation. Dans son premier discours le 7 octobre 2023, Biden annonce déjà que « l'organisation terroriste » Hamas est responsable de ces « attaques terroristes », affirmant que, pour les Américains, cet acte est « inadmissible ». Cependant, nous constatons que le discours du 10 octobre 2023 apporte une description beaucoup plus tragique et émotionnelle des événements. Il annonce : « Les mains sanglantes de l'organisation terroriste Hamas — un groupe dont le but déclaré est de tuer des Juifs ». L'utilisation de ces termes ne relève pas simplement d'une condamnation politique de l'opération du 7 octobre, mais participe à un processus de diabolisation qui efface toute contextualisation historique et politique. Il ajoute : « C'était un acte de pur mal ». Il faut mentionner à cet égard que l'utilisation de ce terme ne se limite pas au discours de Biden du 10 octobre, mais est reprise par le chef du gouvernement Israélien, Benjamin Netanyahu, lui-même lors de la visite de Biden en Israël le 18 octobre : « Vous avez justement tracé une ligne claire entre les forces de la civilisation et les forces de la barbarie. Vous avez décrit ce que Hamas a fait comme étant "un pur mal". C'est exactement cela » (Biden, 18 octobre 2023). Par cette déclaration, Biden renforce l'opposition binaire entre un camp de la « civilisation », incarné par Israël et ses alliés, en particulier les États-Unis, et une menace perçue comme « barbare » et irrationnelle, représentée par le Hamas et par extension, la résistance palestinienne. L'emploi de l'expression « pur mal » ne relève pas seulement d'une condamnation morale, mais participe d'un processus de diabolisation, déjà adopté par le gouvernement israélien, comme l'illustre la déclaration de Netanyahu qui reprend mot pour

mot cette caractérisation lors de la visite de Biden le 18 octobre, ou par la déclaration⁸ du ministre de défense israélien qui qualifie les palestiniens comme des « animaux humains ».

L'évolution du discours se manifeste par un glissement de la simple classification terroriste vers l'usage de termes visant à diaboliser les groupes de résistance, à déshumaniser leurs membres et, surtout, à les séparer de leur base populaire. Cela apparaît clairement dans la déclaration : « Et nous devons aussi garder à l'esprit que le Hamas ne représente pas l'ensemble du peuple palestinien et ne lui a apporté que de la souffrance » (Biden, 18 octobre 2023). Biden ne s'arrête pas à la diabolisation du Hamas en décrivant l'opération du 7 octobre de cette manière, mais renforce cette idée en établissant des comparaisons avec d'autres organisations également qualifiées de terroristes par l'administration américaine, afin de stimuler le même engagement de lutte contre leur présence, peu importe les conséquences. Il déclare : « Ce sont des maux commis — et des atrocités qui rendent ISIS presque plus rationnel » (Biden, 18 octobre 2023).

L'intensification de cette classification atteint un nouveau avancé dans le discours de Biden lors de la cérémonie des Journées annuelles du souvenir du Musée Mémorial de l'Holocauste des États-Unis le 7 mai 2024. À cette occasion, il établit une analogie directe entre les crimes nazis et l'attaque menée par le Hamas le 7 octobre 2023 : « Cette haine a pris vie le 7 octobre 2023. Lors d'une fête juive sacrée, le groupe terroriste Hamas a déclenché le jour le plus meurtrier pour le peuple juif depuis l'Holocauste » (Biden, 7 mai 2024).

Les comparaisons établies dans le discours de Biden, notamment avec l'État islamique (ISIS) et les nazis, produisent un amalgame qui disqualifie le Hamas sans nécessiter de démonstration factuelle. L'assimilation à l'État islamique s'inscrit dans une stratégie discursive de déshumanisation, visant à réduire le Hamas à une entité barbare et irrationnelle. Pourtant, cette analogie occulte des différences fondamentales : l'État islamique adopte une idéologie transnationale fondée sur l'instauration d'un *califat* islamique dans des territoires souverains, indépendamment des entités politiques locales. En revanche, le Hamas se définit avant tout comme un mouvement de libération nationale et de résistance islamique palestinien, dont l'objectif déclaré

⁸ No comment, « *We are fighting human animals* » said Israeli Defence Minister Yoav Gallant », (Vidéo), 10 octobre 2023, <https://www.youtube.com/watch?v=ZbPdR3E4hCk>

est de libérer la Palestine et de s'opposer au projet sioniste⁹. En ignorant cette distinction, le discours efface la dimension politique et historique du conflit, simplifiant ainsi la complexité des dynamiques de résistance. La comparaison avec les nazis va encore plus loin dans la diabolisation. Une telle analogie, dénuée de fondement idéologique ou factuel, occulte la diversité des courants au sein de la résistance palestinienne, du Hamas à la doctrine des Frères Musulmans¹⁰, aux groupes marxistes, comme le Front populaire de la libération de la Palestine¹¹. En assimilant ces groupes à une menace absolue, le discours réduit la lutte palestinienne à une simple barbarie, justifiant ainsi les représailles israéliennes. Cette assimilation mobilise une mémoire collective particulièrement sensible pour provoquer une réaction émotionnelle, créant un cadre moral où toute tentative de contextualisation ou de compréhension des actes de résistance devient illégitime. Ces procédés rhétoriques visent à renforcer l'adhésion à des politiques sécuritaires et militaires, tout en marginalisant toute critique potentielle de la violence exercée par Israël dans ce cadre.

Nous constatons également que la notion de la résistance ou la décolonisation sont quasiment absents dans le discours américain lorsqu'il s'agit de décrire le Hamas ou les groupes de résistance. Cette construction du récit, qui ne reconnaît le Hamas — principal acteur politique à Gaza — que sous l'angle d'un groupe terroriste représentant une menace pour la sécurité d'Israël et la stabilité du Moyen-Orient, participe à orienter la logique de la politique étrangère américaine dans la région, centrée sur la protection de son allié israélien. Cette logique repose sur un processus de diabolisation, où le Hamas est privé de toute légitimité politique, et ses membres réduits à des

⁹Document des principes généraux et des politiques du mouvement Hamas, 1 mai 2017, Al Jazeera, <https://www.aljazeera.net/encyclopedia/2017/5/1/%D9%88%D8%AB%D9%8A%D9%82%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%A8%D8%A7%D8%AF%D8%A6-%D9%88%D8%A7%D9%84%D8%B3%D9%8A%D8%A7%D8%B3%D8%A7%D8%AA-%D8%A7%D9%84%D8%B9%D8%A7%D9%85%D8%A9-%D9%84%D8%AD%D8%B1%D9%83%D8%A9>

¹⁰Charte du Mouvement de résistance islamique Hamas (1988), 2 mai 2017, Al Jazeera, <https://www.aljazeera.net/encyclopedia/2017/5/2/%D9%85%D9%8A%D8%AB%D8%A7%D9%82-%D8%AD%D8%B1%D9%83%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%82%D8%A7%D9%88%D9%85%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%A5%D8%B3%D9%84%D8%A7%D9%85%D9%8A%D8%A9-%D8%AD%D9%85%D8%A7%D8%B3-1988>

¹¹Maher Al-Sharif, Le Front populaire de libération de la Palestine (1967 - aujourd'hui), *Encyclopédie interactive de la cause palestinienne*, (article) <https://www.palquest.org/ar/highlight/23333/%D8%A7%D9%84%D8%AC%D8%A8%D9%87%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%B4%D8%B9%D8%A8%D9%8A%D8%A9-%D9%84%D8%AA%D8%AD%D8%B1%D9%8A%D8%B1-%D9%81%D9%84%D8%B3%D8%B7%D9%8A%D9%86>

figures déshumanisées, détachées de leur ancrage social et de leur base populaire. En insistant sur la dimension terroriste de cet acteur, et en l’associant à des entités telles que l’État islamique, voire en établissant des parallèles avec l’Holocauste, le discours américain façonne une narration émotionnellement chargée, propre à légitimer toute forme d’action dirigée contre ce groupe, en faisant abstraction de son inscription dans un contexte historique, social et politique plus large.

L’effacement de la dimension politique du Hamas et, plus largement, du cadre de la lutte pour l’autodétermination palestinienne traduit une volonté de maintenir une lecture sécuritaire de la question palestinienne où toute contestation de l’ordre établi devient illégitime. Cette approche contribue à l’alignement des politiques américaines sur une vision unilatérale, empêchant toute remise en question des violences structurelles et des dynamiques coloniales en jeu.

1.1.2 Le peuple palestinien : « les civils ordinaire »

Le discours des présidents américains concernant le peuple palestinien à Gaza repose sur une terminologie récurrente : « civils », « des gens ordinaires », « des civils à Gaza » (Biden, 21 octobre 2023), ou « des Palestiniens ordinaires », comme le soulignait Obama dans son discours du 6 août 2014. Bien qu’apparemment neutres, ils ne désignent pas explicitement le peuple palestinien dans son ensemble, mais instaurent une distinction implicite entre les Palestiniens perçus comme innocents et ceux assimilés à une menace. Par exemple, Obama déclarait : « Je n’ai aucune sympathie pour le Hamas. J’ai beaucoup de sympathie pour les gens ordinaires qui luttent à Gaza » (Obama, 6 août 2014), traçant une ligne de démarcation nette entre les civils palestiniens et les groupes armés. Cette vision binaire entre civils/Hamas ou civils/armés dans les discours des présidents américains, notamment lors des guerres de 2014, 2021 et 2023, révèle plusieurs idées sous-jacentes :

Premièrement, comme évoqué dans la sous-section précédente, ces groupes sont dépeints comme des entités étrangères à la société palestinienne, surgissant en dehors du « peuple ordinaire ». Ils sont ainsi perçus non pas comme une composante politique et sociale du paysage palestinien, mais comme des éléments parasites devant être éradiqués. Deuxièmement, la victimisation passive des Palestiniens : La population de Gaza est souvent décrite comme une masse vulnérable et sans défense, privée de toute capacité d’organisation ou de résistance. Par exemple, Biden, dans son

discours du 10 octobre 2023, décrit que les groupes armés : « [...] utilisent les civils palestiniens comme boucliers humains », réduisant ainsi les Palestiniens à un rôle de victimes instrumentalisées, sans agentivité propre. Troisièmement, l'effacement du droit à la résistance : En structurant le discours autour de cette opposition, la rhétorique américaine suggère implicitement que les Palestiniens n'ont pas le droit de s'organiser ou de combattre l'oppression, contrairement à Israël, dont la puissance militaire et le « droit de se défendre » sont systématiquement légitimés.

En ce sens, le discours officiel américain, en séparant la population civile palestinienne de ses structures de résistance, soutient indirectement une politique étrangère fondée sur la protection exclusive d'Israël. De plus, cette séparation renforce l'idée que la souffrance du peuple palestinien est le résultat de l'existence d'un groupe terroriste parmi eux, plutôt que de la violence structurelle exercée par l'occupation israélienne.

Afin d'éluder toute confrontation avec la gravité des crimes commis par l'armée israélienne, les présidents américains mobilisent des justifications s'inscrivant dans une logique dualiste, reposant sur une dissociation entre le peuple palestinien et les groupes de résistance. Cette logique se manifeste clairement dans les déclarations suivantes :

D'un autre côté, en raison des actions incroyablement irresponsables du Hamas, qui place souvent ces lance-roquettes en plein milieu de quartiers civils, nous voyons des personnes qui n'ont rien à voir avec ces attaques se retrouver blessées. Une partie de la raison pour laquelle nous avons insisté si fortement pour un cessez-le-feu est précisément qu'il est difficile de concilier le besoin légitime d'Israël de se défendre avec notre préoccupation pour ces civils. Et si nous pouvons mettre les combats en pause, il est possible de parvenir à une solution qui épargne des vies tout en garantissant la sécurité d'Israël (Obama, 1^{er} août 2014).

De plus, cela se retrouve dans le discours de Biden du 24 novembre 2023, où il parle de l'aide humanitaire passant par Rafah : « Depuis le début, nous avons mis en place des mécanismes pour empêcher le Hamas de détourner ces fournitures, et nous poursuivons cet effort pour nous assurer que l'aide parvienne à ceux qui en ont besoin ».

Les excuses avancées pour les bombardements dans des quartiers civils et l'empêchement d'acheminer l'aide humanitaire au peuple assiégé se présentent comme des justifications principales données par les présidents américains pour légitimer les crimes de guerre et contre

l'humanité commis par Israël¹². Selon cette construction argumentaire, les meurtres de civils ou les situations de famine sont imputés à la présence d'un groupe de résistance parmi eux, et non à l'usage de la force par l'armée israélienne.

Le discours officiel américain, en séparant systématiquement les « civils » palestiniens des groupes de résistance, contribue à une construction narrative qui non seulement légitime l'action israélienne, mais aussi minimise la reconnaissance du droit du peuple palestinien à se défendre. Cette vision binaire, qui représente la population palestinienne comme une masse passive et victime, occulte l'impact de l'occupation israélienne. En fin de compte, cette séparation sert à justifier des actes de guerre et d'agression tout en maintenant la stabilité d'une vision de sécurité fondée sur la protection d'Israël, au détriment de la reconnaissance des droits fondamentaux des Palestiniens.

1.2 Israël un « État souverain » possède du droit de la « légitime défense »

Dans cette section, nous analyserons comment le discours américain en temps de guerre présente Israël comme un État souverain et indépendant, contrairement à la représentation de la Palestine. Ce discours construit une identité cohérente pour Israël en utilisant des termes clairs tel que « Israël », « l'État d'Israël » (Biden, 10 octobre 2023), ou « les villes israéliennes », « l'armée israélienne », « les soldats israéliens » (Obama, 1er août 2014, Biden 7 octobre 2023). En présentant Israël comme un État souverain, structuré et légitime, avec des institutions et une armée clairement définie, ce discours naturalise la souveraineté israélienne tout en niant celle de la Palestine. L'expression « nos nations » employée par Biden (20 mai 2021) pour désigner les États-Unis et Israël illustre l'alliance stratégique exclusive, suggérant que son destin est subordonné aux intérêts d'Israël et de ses alliés. À travers ce choix lexical, le discours américain inscrit cette asymétrie dans un cadre discursif où la domination israélienne est présentée comme un fait établi. En revanche, la Palestine est souvent absente de cette cohérence, et le dualisme se répète dans les

¹²Amnesty International, *Israel/Occupied Palestinian Territory: 'You Feel Like You Are Subhuman': Israel's Genocide Against Palestinians in Gaza*, Rapport, 5 décembre 2024, <https://www.amnesty.org/en/documents/mde15/8668/2024/en/>

discours entre Israël/Gaza, Israël/Hamas (Obama, 21 juillet 2014, Biden, 20 mai 2021), sans jamais évoquer « la Palestine » comme une entité distincte.

En ce qui concerne les civils, le discours américain met en exergue les civils israéliens comme un groupe homogène et innocent, recourant à des expressions comme « le peuple israélien » (Obama, 16 juillet 2014) ou « le peuple d'Israël » (Biden, 10 octobre 2023). L'usage de ces expressions inscrit les Israéliens dans une continuité historique et nationale cohérente, légitimant ainsi leur statut d'État et leur unité en tant que peuple. En revanche, l'emploi du terme « le peuple de Gaza » (Biden, 20 mai 2021), sans mention explicite de la Palestine, isole Gaza du reste du territoire palestinien et suggère une entité distincte, réduisant ainsi la portée politique et nationale de la population qui y réside. Cette différenciation linguistique contribue à une narration profondément déséquilibrée, où la souffrance israélienne est érigée en tragédie collective affectant une nation légitime, tandis que la souffrance palestinienne est atomisée, réduite à une condition circonstancielle, privée de reconnaissance dans un cadre national ou dans une lutte politique plus vaste.

De plus, même lorsqu'il évoque les victimes palestiniennes, le discours américain les associe parfois aux victimes israéliennes, comme dans la déclaration de Biden lors du cessez-le-feu en 2021, où il parle des « victimes civiles israéliennes et palestiniennes » (Biden, 20 mai 2021), malgré les écarts significatifs¹³ entre les pertes humaines des deux côtés¹⁴. Cette comparaison met en lumière une hiérarchisation implicite des souffrances, où l'ampleur de la souffrance palestinienne est minimisée par rapport à celle des Israéliens. Israël est constamment présenté comme un État souverain et homogène, tandis que la Palestine est fragmentée et déconnectée d'une entité nationale cohérente. La victimisation des civils israéliens contraste avec la présentation des Palestiniens, souvent réduits à des victimes passives de l'action du Hamas, sans agentivité ni droit à la résistance. Cette logique soutient un narratif qui, tout en prônant la défense d'Israël, minimise

¹³ Palestinian Central Bureau of Statistics, Martyrs, Ministry Of Health, UN OCHA, https://www.pcbs.gov.ps/site/lang_en/1405/default.aspx?lang=en

¹⁴ Statista, *Israël / territoires palestiniens : nombre de morts et de blessés en raison de l'attaque du Hamas contre Israël et des contre-attaques d'Israël dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, depuis le 7 octobre 2023, au 8 avril 2025*, <https://fr.statista.com/statistiques/1423795/guerre-israel-territoires-palestiniens-nombre-morts-et-blesses/>

les souffrances palestiniennes et justifie les actions israéliennes par la nécessité de protéger un État souverain.

Cette analyse nous amène à un point important, celui du droit à la légitime défense, un droit qui, dans le discours officiel américain, est exclusivement attribué à Israël. Il est important de souligner que cette phrase, « *the right to self-defense* », apparaît de manière récurrente et décisive dans les discours des présidents américains, ce qui témoigne de la centralité de cette idée dans leur narratif. Le droit d'Israël à se défendre est souvent mentionné de manière explicite, et presque dans tous les discours analysés dans ce travail de recherche. Par exemple dans le discours d'Obama pendant la guerre de 2014 : « Israël a le droit de se défendre » (16 juillet 2014, 18 juillet, 21 juillet 2014, 28 juillet 2014, 1^{er} août 2014, 6 août 2014), et dans celui de Biden le 20 mai 2021 déclarant l'accord de cessez-le-feu : « Les États-Unis soutiennent pleinement le droit d'Israël à se défendre contre les attaques aveugles de roquettes du Hamas et d'autres groupes terroristes basés à Gaza ».

Après l'opération du 7 octobre 2023, l'utilisation de cette phrase s'intensifie. Par exemple, Biden déclare le 7 octobre 2023 que : « Israël a le droit de se défendre et de protéger son peuple. Point final ». La même phrase se répète, mais cette fois-ci trois fois dans son discours du 10 octobre 2023 :

Et nous veillerons à ce qu'Israël ait tout ce dont il a besoin pour protéger ses citoyens, se défendre et répondre à cette attaque. Nous nous assurerons qu'Israël ne manque pas des ressources essentielles pour défendre ses villes et ses citoyens. Nous veillerons à ce que l'État d'Israël, juif et démocratique, puisse se défendre aujourd'hui, demain, comme nous l'avons toujours fait. C'est aussi simple que ça (10 octobre 2018).

Le 18 octobre 2023, ou encore le 8 février 2024, dans le contexte d'une guerre qui s'intensifie et où le front libanais se fait rage, Biden évoque l'aide des États-Unis : « [...] en leur fournissant des munitions et du matériel pour se défendre ». Le 31 mai 2024, après la proposition d'un cessez-le-feu par Biden, ce dernier mentionne de nouveau le droit d'Israël à se défendre en confirmant que : « Israël aura toujours le droit de se défendre contre les menaces à sa sécurité et de traduire en justice les responsables du 7 octobre. Et les États-Unis veilleront toujours à ce qu'Israël dispose de tout ce dont il a besoin pour se défendre ».

Le 7 octobre 2024, cette affirmation du droit d'Israël à la légitime défense est réitérée avec force : « Nous soutenons le droit d'Israël à se défendre contre les attaques du Hezbollah, du Hamas, des Houthis et de l'Iran ». Cette déclaration s'inscrit dans la continuité d'un discours où ce droit est présenté comme absolu, indiscutable et exempt de toute remise en question. En insistant sur cette notion avec un ton catégorique et répétitif, le discours américain ancre l'idée qu'Israël, en tant qu'allié stratégique, bénéficie d'une protection inconditionnelle. Cette rhétorique occulte toute considération sur la nature de la riposte israélienne, les violations du droit international ou le droit des Palestiniens à se défendre, renforçant ainsi un déséquilibre où seule la sécurité d'Israël est mise en avant. Pourtant, le droit à l'autodéfense et à la résistance des Palestiniens, en particulier à Gaza dans le contexte étudié, est totalement absent du discours américain. Malgré la réalité de l'occupation, aucune déclaration ne reconnaît aux Palestiniens la légitimité de se défendre.

L'idée que les États-Unis assurent la capacité d'Israël à se défendre, notamment par l'assistance militaire, soulève une question importante, celle de la légitimation des actes commis par Israël sous prétexte de légitime défense. Une illustration de cette justification est donnée par Biden lors du mémorandum du Holocaust le 7 mai 2024, où les actes de l'armée israélienne sont présentés comme des excuses aux dégâts intenses. Ce cadrage s'est traduit de manière encore plus explicite dans le traitement de certains événements, comme le bombardement de l'hôpital *Al-Ahli* à Gaza en octobre 2023. D'abord condamné par le président Biden, cet acte a ensuite fait l'objet d'un réajustement discursif, le président déclarant que

Mais voici le point essentiel : j'ai été profondément attristé et indigné par l'explosion à l'hôpital de Gaza hier. Et d'après ce que j'ai vu, il semble que cela ait été causé par l'autre camp, pas — pas vous. Mais il y a beaucoup de gens qui n'en sont pas sûrs (Biden, 18 octobre 2023).

Il a rapidement imputé la responsabilité au Hamas, sans attendre les conclusions des enquêtes, et a réaffirmé cette position quelques semaines plus tard, le 24 novembre 2023, en légitimant son élimination comme un objectif stratégique pour Israël :

J'ai encouragé le Premier ministre à se concentrer sur la réduction du nombre de victimes tout en tentant d'éliminer le Hamas, ce qui est un objectif légitime pour lui. C'est une tâche difficile, et je ne sais pas combien de temps cela prendra.

Cette posture alimente un dualisme marqué entre la légitime défense d'Israël et le terrorisme palestinien, où les actions de l'armée israélienne sont systématiquement justifiées, tandis que toute forme de résistance palestinienne est criminalisée. Ce traitement différencié permet non seulement de justifier les opérations israéliennes, y compris les attaques contre les infrastructures civiles, mais aussi de marginaliser toute reconnaissance du droit des Palestiniens à la défense. En attribuant systématiquement les victimes civiles palestiniennes aux « actes irresponsables » du Hamas et non à l'usage disproportionné de la force par Israël, le discours officiel américain façonne une perception où la violence israélienne est inévitable et légitime, tandis que toute action palestinienne est perçue comme une menace existentielle.

En revanche, le discours officiel américain, analysé dans ce travail de recherche, ne se limite pas à simplement refléter une domination passive où les États-Unis se positionnent comme la puissance dominante. Il favorise également un narratif dynamique et actif. En suivant l'ordre chronologique de ce récit, il devient évident qu'après avoir construit l'image des deux protagonistes, le discours américain évolue vers la construction d'engagements actifs, caractérisés par une intervention directe ou un exercice manifeste de domination. Ce processus va au-delà de la simple narration ; il engage les États-Unis dans un rôle central et interventionniste, renforçant ainsi leur position de pouvoir dans le conflit et contribuant à l'inversion des rapports de force en faveur de la partie qu'ils soutiennent. Cela se manifeste dans la section suivante sur deux volets : le support militaire inconditionnel à Israël, et le plan de lendemain.

1.3 La position américaine en temps de guerre : un levier de domination

Dans cette section, il s'agit d'analyser la manière dont le récit américain contribue à légitimer une action dirigée contre un ennemi imaginé, qu'il construit discursivement, et dont nous avons exposé les sections précédentes. Cet engagement actif s'inscrit dans une logique chronologique qui confère une cohérence à la narration officielle. Le soutien inconditionnel, affirmé explicitement dans le discours, ne se limite pas à une posture d'allié, mais constitue un levier stratégique de domination et de restructuration du rapport de force dans la région. En parallèle, ce même discours, par son positionnement, projette une vision de « l'après-guerre » qui consolide la position du dominant, tout en niant toute agentivité au peuple palestinien.

1.3.1 Le support inconditionnel

En effet, le soutien américain se manifeste sur plusieurs plans : politique, diplomatique et militaire. Dans cette analyse, nous nous concentrons principalement sur l'aspect militaire, qui est le plus fréquemment mentionné dans les discours examinés. Il est intéressant de noter que, dans le format constaté des déclarations des présidents américains, l'idée de soutenir Israël est souvent évoquée simultanément avec celle du droit à la légitime défense. Ce lien entre les deux concepts renforce l'idée que le soutien à Israël n'est pas simplement une position politique ou diplomatique. Il s'appuie également sur la nécessité perçue de défendre un État souverain contre les menaces extérieures, tout en plaçant ce droit de défense au cœur du discours de justification de l'assistance américaine.

Le soutien à Israël est souvent exprimé en termes concrets de coopération militaire, renforçant l'idée d'un engagement actif. Par exemple, nous pouvons observer des déclarations telles que : « [...] nous soutenons les efforts militaires des Israéliens » (Obama, 18 juillet 2014) ou encore : « Ainsi, non seulement nous avons soutenu Israël dans son droit à se défendre, mais de manière très concrète — par exemple, en soutenant le programme du Dôme de fer » (Obama, 1^{er} août 2014). Le système du Dôme de Fer, qui fait l'objet de soutien explicite dans ces déclarations, est un exemple précis de l'engagement américain à fournir une aide militaire pour protéger Israël.

Plus récemment, entre 2023 et 2024, ce soutien s'est intensifié de manière significative. Dès le 7 octobre, une réaction immédiate de la part de la présidence américaine s'est fait entendre. Les deux discours prononcés à cette période — le jour même de l'opération, puis le 10 octobre — illustrent la rapidité et la fermeté de la réponse américaine. Cette réactivité vise à affirmer sans équivoque la solidarité des États-Unis avec Israël, en réaffirmant leur engagement en tant qu'allié stratégique face à ce qui est présenté comme une menace directe à sa sécurité.

Déclarations telles que : « Nous veillerons à ce qu'ils aient l'aide dont leurs citoyens ont besoin et qu'ils puissent continuer à se défendre » (Biden, 7 octobre 2023), ou encore : « [...] le soutien de mon administration à la sécurité d'Israël est inébranlable et solide comme un roc » (Biden, 7 octobre 2023) illustrent clairement cette posture. De plus, des mesures concrètes ont été prises pour garantir la sécurité d'Israël, comme le souligne la déclaration suivante de Biden :

[...] j'ai donné pour instruction à mon équipe de sécurité nationale de collaborer avec leurs homologues israéliens — militaire à militaire, renseignement à renseignement, diplomate à diplomate — pour s'assurer qu'Israël dispose de ce dont il a besoin (Biden, 7 octobre 2023).

Cette déclaration témoigne de l'inscription de la sécurité d'Israël au cœur des priorités stratégiques américaines, en mobilisant un langage qui insiste sur une coopération étroite, systématique et institutionnalisée entre les deux États. Dans le même cadre, le 10 octobre 2023, Biden, dans un pas avancé, a déclaré l'envoi du groupe aéronaval *USS Gerald R. Ford* en Méditerranée et l'augmentation de la présence des avions de chasse.

Cette réponse militaire rapide et massive souligne la réactivité des États-Unis à soutenir Israël, seulement quelques jours après l'opération du 7 octobre. Cela s'est manifesté également hors de l'attaque de l'Iran sur Israël, lorsque Biden a annoncé : « À ma demande, pour soutenir la défense d'Israël, l'armée américaine a déplacé des avions et des destroyers de défense antimissile balistique vers la région au cours de la semaine passée » (Biden, 13 avril 2024). Ce type de déclaration renforce en effet l'idée que la protection d'Israël ne relève pas seulement d'un engagement diplomatique, mais constitue une priorité militaire assumée, où les États-Unis mobilisent leurs ressources pour garantir la supériorité stratégique israélienne.

Ainsi, Israël est présenté dans le discours américain comme un allié indispensable, dont la sécurité est perçue comme intrinsèquement liée à celle des États-Unis, au point que l'assistance militaire et stratégique devient une priorité absolue, indépendamment de son coût ou de ses conséquences. Cette alliance stratégique dépasse le cadre d'une simple coopération bilatérale et s'inscrit dans une vision où la stabilité régionale est définie à travers le prisme des intérêts israéliens. Par conséquent, toute menace perçue contre Israël est traitée comme une menace indirecte contre les États-Unis eux-mêmes, légitimant ainsi un soutien inconditionnel qui dépasse largement les normes habituelles des relations diplomatiques.

En affirmant à plusieurs reprises qu'Israël possède un droit inaliénable à se défendre, le discours américain inscrit cette alliance dans une dynamique où, la puissance israélienne est non seulement légitimée, mais activement consolidée par Washington, et ce, malgré les massacres perpétrés à Gaza et les accusations de crimes contre l'humanité.

1.3.2 Plan du lendemain : La sécurité d'Israël et l'aide humanitaire aux Palestiniens

Dans la majorité des discours analysés, l'attention des États-Unis se porte principalement sur l'instauration d'un cessez-le-feu, parfois spécifiquement mentionné comme un « cessez-le-feu humanitaire » (Obama, 16 juillet 2014 et Obama, 28 juillet 2014). Toutefois, aucune mention n'est faite d'une solution durable telle que la création d'un État palestinien, ni à des mesures concrètes visant à garantir l'indépendance politique du peuple palestinien. Ce constat révèle une hiérarchisation des priorités fondée sur une perspective entièrement centrée sur les intérêts américains. La priorité, dans cette perspective, n'est donc pas la reconnaissance des droits politiques du peuple palestinien, mais bien la préservation des intérêts américains et israéliens à court terme. Cela se manifeste par l'insistance sur un cessez-le-feu temporaire, la libération des otages, et plus particulièrement sur la sécurité des otages américains. À cet égard, le discours de Biden du 10 octobre 2023, est révélateur : « [...] parce qu'en tant que président, je n'ai pas de priorité plus élevée que la sécurité des Américains retenus en otage à travers le monde ».

Ainsi, le discours officiel américain envisage un « lendemain » structuré autour des priorités suivantes : « Un plan qui ramène tous les otages chez eux, assure la sécurité d'Israël, crée un "lendemain" meilleur à Gaza sans le Hamas au pouvoir, et prépare le terrain pour un règlement politique qui offre un meilleur avenir pour les Israéliens et les Palestiniens » (31 mai 2024). Biden précise encore : « Israël aura toujours le droit de se défendre contre les menaces à sa sécurité et de traduire en justice les responsables du 7 octobre. Et les États-Unis veilleront toujours à ce qu'Israël dispose de ce dont il a besoin pour se défendre » (31 mai 2024).

Le plan américain, tel qu'il est formulé, repose sur des intérêts américains de domination en soutenant leur allié stratégique pour se défendre contre toute menace, ignorant totalement l'existence d'un peuple qui réclame son droit à la libération et à l'autodétermination. En ce sens, imaginer le lendemain selon le narratif américain revient à effacer toute agentivité politique palestinienne et leur lutte pour la création de leur propre État indépendant.

Il est important de noter qu'en 2014, lors de son discours devant l'assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, Obama évoque pour la première fois après la guerre de 2014 l'idée de « [...] deux États vivant côte à côte, en paix et en sécurité » (Obama, 24 septembre 2014).

Toutefois, cette déclaration contrastait fortement avec ses actions concrètes, car il met fin aux négociations de paix menées par le secrétaire d'État John Kerry la même année. Obama affirme alors qu'il n'est pas disposé à investir un capital politique significatif pour parvenir à un accord de paix (Elgindy, K., 2019, p. 227), tout en maintenant l'aide militaire avancée à Israël (Elgindy, K., 2019, p. 239), sans que des progrès notables soient réalisés vers une solution politique à la question palestinienne. Plus tard, en mai 2021, Biden a aussi mentionné que la solution nécessitait que les deux peuples « vivre en toute sécurité » (20 mai 2021), sans jamais faire allusion à la nécessité de créer et de reconnaître un État palestinien.

En octobre 2023, au début de l'intervention militaire israélienne à Gaza, aucune référence n'a été faite à un objectif stratégique dépassant le soutien indéfectible à Israël dans ses opérations militaires, justifié au nom de la sécurité. Ce discours esquisse un avenir centré exclusivement sur la garantie de la sécurité israélienne, reléguant les droits du peuple palestinien au simple cadre d'une assistance humanitaire. Face à l'intensification marquée de l'usage de la force par l'armée israélienne, et après plusieurs jours d'offensive et d'intensification des bombardements, le discours de Biden a porté une attention particulière à l'aide humanitaire destinée à Gaza, alors que le nombre de victimes s'alourdissait et que les blessés se multipliaient.

Il déclarait le 21 octobre 2023 que : « Les États-Unis restent déterminés à garantir que les civils à Gaza continueront à avoir accès à la nourriture, à l'eau, aux soins médicaux et à d'autres formes d'aide, sans détournement par le Hamas ». Lors de la première trêve humanitaire, il ajoute : « J'ai constamment demandé une pause dans les combats pour deux raisons : accélérer et étendre l'aide humanitaire entrant, à Gaza et, deux, faciliter la libération des otages » (24 novembre 2023). Dans ces discours, Biden insiste sur l'aide humanitaire, tout en se déchargeant de la responsabilité de sa gestion, la qualifiant de problème israélien :

J'ai parlé à Bibi pour ouvrir la porte du côté israélien. J'ai vraiment poussé très fort — vraiment fort — pour faire entrer l'aide humanitaire à Gaza. Il y a beaucoup de gens innocents qui meurent de faim, beaucoup de gens innocents qui sont en détresse et qui meurent, et cela doit cesser, premièrement (8 février 2024).

En soulignant la souffrance du peuple palestinien, Biden place la question humanitaire au cœur de son discours, réduisant ainsi la question palestinienne et toute sa dimension politique à une urgence

humanitaire, au détriment de la reconnaissance politique et territoriale des Palestiniens. Le 24 novembre 2023, il déclare également : « Nous devons renouveler notre détermination à poursuivre cette solution à deux États, où Israéliens et Palestiniens pourront un jour vivre côte à côte, dans une solution à deux États, avec un égal degré de liberté et de dignité. » Cependant, cette déclaration survient six semaines après le début de l'intervention militaire israélienne à Gaza et ne s'accompagne d'aucune action concrète vers la création ou la reconnaissance d'un État palestinien.

Le discours officiel américain, en plaçant la sécurité d'Israël au cœur de ses priorités, réduit la question palestinienne à une simple urgence humanitaire, vidée de toute dimension politique. En insistant sur l'acheminement d'une aide humanitaire sans accompagner cette posture d'un engagement concret en faveur d'une solution politique, il détourne l'attention des causes structurelles et minimise la lutte palestinienne pour l'autodétermination. Cette approche renforce un cadre narratif où la stabilité régionale est envisagée exclusivement à travers le prisme israélien, tandis que les revendications nationales palestiniennes sont systématiquement marginalisées ou criminalisées. En conséquence, le « jour d'après » tel qu'il est imaginé par les États-Unis ne repose pas sur la reconnaissance d'un État palestinien souverain, mais sur la consolidation d'un *statu quo* où Israël demeure l'acteur central, et où la question palestinienne est reléguée à une gestion humanitaire de crise plutôt qu'à une résolution politique fondée sur la justice.

1.4 Un discours plus intensifié

Un autre aspect important qui nécessite une analyse approfondie, soit l'intensification du discours officiel américain en période de guerre. Cette intensification peut être observée à travers plusieurs indicateurs : l'utilisation accrue de l'aspect émotionnel dans le discours, et l'engagement marquant envers Israël. Ces éléments apparaissent clairement comme nouveaux ou davantage développés par rapport aux guerres de 2014 et 2021. Il convient de rappeler que, la durée des trois guerres est très différente et que la guerre de 2023 est claire, qu'elle est la plus intense parmi les trois. Toutefois, ce qui nous semble essentiel dans cette analyse, c'est d'examiner la manière dont le discours américain a traité ces événements et de comprendre comment ce discours a reflété l'engagement discursif des États-Unis envers Israël.

1.4.1 L'aspect émotionnel du discours

Avant d'aborder cette sous-section, il convient de préciser que l'aspect émotionnel désigne ici l'usage d'une description chargée d'émotions pour relater des événements et des faits réels. Cette approche repose sur la mise en avant d'images et de récits susceptibles de susciter une réaction émotionnelle plus forte auprès du grand public, en contraste avec d'autres éléments, comme les tactiques militaires ou les objectifs politiques. Comme l'explique Sara Ahmed (2014) :

Le discours politique transforme le sentiment en lui donnant un objet ou une cible. On pourrait appeler cela une projection : les sentiments négatifs sont projetés sur des éléments extérieurs, qui apparaissent alors comme une menace venant de l'extérieur contre ce qui est perçu comme précaire à l'intérieur (2014, p.227).

Décrire en détail des scènes de meurtres dans près de la moitié d'un discours relève ainsi d'une stratégie de communication visant avant tout à stimuler les émotions, afin de créer une urgence sécuritaire justifiant une prise de décision immédiate. C'est ainsi que Biden a commencé son discours du 10 octobre 2023. Le président américain a voulu construire, en effet, un consentement généralisé sur l'obligation de mener cette guerre, de soutenir son allié dans son opération militaire en réponse à l'opération du 7 octobre, et, par conséquent, de créer l'enjeu et de le justifier à travers un discours émotionnel autour des événements du 7 octobre 2023. Cela a été illustré dans son discours du 10 octobre, puis confirmé dans celui du 18 octobre avant l'annonce des décisions prises lors de sa réunion avec le cabinet de guerre israélien lors de sa visite en Israël.

La construction de l'aspect émotionnel était basée sur la description détaillée des dégâts de l'opération du 7 octobre. Par exemple, il a décrit en termes très vifs les souffrances des civils :

Des parents massacrés, utilisant leurs corps pour tenter de protéger leurs enfants. Des rapports écœurants de bébés tués. Des familles entières assassinées. Des jeunes massacrés alors qu'ils assistaient à un festival musical pour célébrer la paix — pour célébrer la paix. Des femmes violées, agressées, exhibées comme des trophées (10 octobre).

Puis il ajoute : « Des nourrissons dans les bras de leurs mères, des grands-parents en fauteuils roulants, des survivants de l'Holocauste enlevés et retenus en otage — des otages que le Hamas a maintenant menacé d'exécuter en violation de tous les codes de la moralité humaine » (10 octobre).

Ou encore le 7 mai 2024 :

Poussés par un désir ancestral d'anéantir le peuple juif de la surface de la Terre, plus de 1 200 personnes innocentes — des bébés, des parents, des grands-parents — massacrés dans leur kibboutz, tués lors d'un festival musical, brutalement violés, mutilés et agressés sexuellement.

Il importe enfin de souligner que ces discours, parmi les plus empreints d'émotion et analysés dans la présente sous-section, ont été prononcés pour la plupart au tout début de l'intervention militaire à Gaza en 2023. Cette distribution temporelle ne saurait être fortuite : elle témoigne au contraire de la volonté manifeste de provoquer dès les premiers instants une mobilisation émotionnelle intense, considérée comme essentielle à la légitimation rapide de l'intervention militaire et à la consolidation d'un consensus large autour du soutien indéfectible accordé à Israël. Une question importante se pose à cet égard : ce discours est-il marqué par des sophismes et des inexactitudes ?

Après l'opération du 7 octobre, plusieurs déclarations israéliennes ont affirmé la mort de dizaines de bébés, une version que Biden a immédiatement adoptée sans attendre de confirmation, de preuves ou les résultats d'éventuelles investigations. Par ailleurs, plusieurs mois après les événements, il apparaît que le nombre de victimes lors de l'opération des groupes de résistance ne résulte pas uniquement de leur recours à la force, mais est en grande partie liée à l'activation du *Protocole Hannibal*¹⁵ par l'armée israélienne. Cette décision a considérablement augmenté le nombre de morts¹⁶, notamment parmi les personnes présentes lors du festival musical. L'utilisation des données, sur le nombre de morts et, surtout, sur la manière dont ils ont été tués, dans un discours officiel prononcé seulement quelques jours après le 7 octobre, sans attendre les résultats des investigations, a transformé cette déclaration de solidarité avec Israël en un discours chargé d'émotion, servant de justification aux représailles israéliennes. L'adoption de cette narration a contribué à renforcer une impression de solidarité aveugle avec Israël, légitimant ainsi ses choix et actions militaires.

¹⁵ Yaniv Kubowitz, *Aucun véhicule ne retourne à Gaza » : l'armée israélienne active la procédure Hannibal contre les soldats et les civils le 7 octobre*, Article, Haaretz, 7 juillet 2024, [https://www.haaretz.co.il/news/magazine/2024-07-07/ty-article-magazine/.highlight/00000190-7e1e-d7c8-a9fb-ffde182f0000?utm](https://www.haaretz.co.il/news/magazine/2024-07-07/ty-article-magazine/.highlight/00000190-7e1e-d7c8-a9fb-ffde182f0000?utm_source=)

¹⁶ Asa Winstanley, *Army was ordered to kill Israelis on 7 October, defense minister confirms*, The Electronic Intifada, Article, 7 février 2025, https://electronicintifada.net/blogs/asa-winstanley/army-was-ordered-kill-israelis-7-october-defense-minister-confirms?utm_source=

Une autre remarque essentielle concerne l'absence notable de cette même charge émotionnelle lorsqu'il s'agit des crimes commis à Gaza, que ce soit avant l'opération du 7 octobre ou après, en particulier durant les premiers jours de l'offensive israélienne. Il est frappant de constater que l'administration américaine, dans son discours, occulte largement la violence systématique exercée contre la population palestinienne et le génocide en cours. Cette asymétrie discursive ne se limite pas à une simple hiérarchisation des souffrances : elle reflète un engagement inconditionnel envers le récit israélien et une participation active à la justification des crimes perpétrés contre les Palestiniens. En instaurant une dichotomie toujours plus marquée entre les victimes légitimes et celles qui sont reléguées à l'invisibilité, le discours américain renforce une construction narrative manichéenne, opposant un Israël perçu comme défenseur de la civilisation à un ennemi diabolisé, incarné par le Hamas et, par extension, l'ensemble du peuple palestinien.

Ce cadrage discursif ne se contente pas de minimiser la souffrance palestinienne ; il façonne aussi l'émotion collective en orientant l'indignation et l'empathie exclusivement vers Israël. En choisissant de ne pas accorder la même intensité émotionnelle aux crimes commis à Gaza, l'administration américaine ne fait pas qu'ignorer une réalité, elle façonne activement la manière dont elle est perçue. Cette absence d'émotion dans la narration des souffrances palestiniennes contribue à leur déshumanisation, rendant ainsi leur sort moins digne de compassion et d'attention. Ce déséquilibre émotionnel dans le discours politique joue un rôle clé dans la perception de la question palestinienne, où certaines vies méritent d'être pleurées et défendues, tandis que d'autres sont reléguées à des statistiques froides et abstraites.

1.4.2 Engagement américain marquant envers Israël

Le nombre de déclarations officielles des présidents américains a considérablement augmenté par rapport aux précédentes guerres. En tenant compte des différences de contexte entre chaque guerre, il est notable que Biden n'ait prononcé son premier discours sur la guerre à Gaza en 2021 qu'au moment de la déclaration du cessez-le-feu, tandis que la réponse américaine au 7 octobre 2023 a été immédiate. De plus, l'implication des hauts responsables et des officiels de la Maison-Blanche dans la communication sur la guerre de 2023-2024 a été bien plus marquée que lors des deux précédentes guerres.

Au-delà de l'aspect émotionnel abordé dans la sous-section précédente, la visite de Joe Biden en Israël a marqué un tournant dans l'engagement américain aux côtés d'Israël. Le 18 octobre 2023 constitue un événement sans précédent, étant la première visite d'un président américain en Israël en pleine guerre. Cet acte s'inscrit dans une série de déclarations officielles illustrant l'intensification du soutien discursif des États-Unis envers Israël et l'engagement du président américain envers son allié. Après une réunion avec le cabinet de guerre israélien, Biden annonce devant les médias israéliens et internationaux :

À la suite de l'attaque terroriste épouvantable du Hamas — c'était brutal, inhumain, presque unimaginable ce qu'ils ont fait — ce gouvernement s'est réuni et — debout, uni. Et — je veux que vous sachiez que vous n'êtes pas seuls. Vous n'êtes pas seuls (18 octobre 2023).

La visite du président américain Joe Biden en Israël en pleine période de guerre constitue un acte hautement symbolique, marquant une intensification notable du soutien des États-Unis envers leur allié. En s'adressant directement au public israélien et international depuis Tel-Aviv, et en déclarant « vous n'êtes pas seuls », le président Biden réaffirme de manière explicite l'engagement des États-Unis aux côtés d'Israël. Ce discours dépasse le cadre des déclarations diplomatiques habituelles en démontrant un soutien tangible et immédiat. Sur le plan discursif, cette prise de parole s'inscrit dans une stratégie de solidarité inconditionnelle, où le choix des mots et le contexte de leur énonciation renforcent le message de soutien. En qualifiant les actions du Hamas de « brutales », Biden condamne fermement ces actes, tout en légitimant le droit d'Israël à se défendre. Cette rhétorique contribue à façonner la perception internationale de la guerre, en positionnant Israël comme une nation unie et cohérente qui bénéficie du soutien indéfectible des États-Unis.

Lors de cette même journée, Biden a également annoncé une assistance militaire inconditionnelle : « Nous allons nous assurer que vous avez ce dont vous avez besoin pour protéger votre peuple, défendre votre nation ». Cette phrase ne se contente pas d'exprimer une solidarité ; elle met en évidence l'engagement concret des États-Unis à soutenir Israël de manière indiscutable. Biden va même plus loin en soulignant l'histoire de cet engagement en faveur de la suprématie militaire d'Israël : « Depuis des décennies, nous avons assuré l'avantage militaire qualitatif d'Israël. Et plus tard cette semaine, je vais demander au Congrès des États-Unis un paquet de soutien sans précédent pour la défense d'Israël ». Cette déclaration s'accompagne des actions matérielles concrètes : «

Nous allons maintenir le Dôme de Fer pleinement approvisionné afin qu'il puisse continuer à veiller sur les cieux israéliens, sauvant des vies israéliennes » (Biden, 18 octobre 2023).

En parallèle de cet engagement matériel et stratégique, Biden ancre son discours dans un cadre moral et historique, lorsqu'il déclare : « L'État d'Israël est né pour être un refuge pour le peuple juif du monde entier. C'est pour cela qu'il est né. J'ai toujours dit : si Israël n'existait pas, il faudrait l'inventer » (18 octobre 2023). Le discours révèle avant tout la dimension stratégique de l'alliance américano-israélienne. Israël n'y apparaît pas seulement comme un allié des États-Unis, mais comme un enjeu géostratégique dont la préservation est perçue comme cruciale pour les intérêts américains. Ce discours s'ouvre sur des descriptions détaillées de l'attaque du 7 octobre, contribuant à construire un consensus autour de la nécessité d'une guerre. En ancrant le récit dans un cadre où la guerre est justifiée a posteriori, il offre un prétexte aux crimes contre l'humanité commis à Gaza. Plus qu'un simple soutien verbal, cette rhétorique alimente une polarisation croissante et illustre non seulement l'engagement inconditionnel des États-Unis envers Israël, mais aussi leur rôle actif dans la légitimation des violences infligées au peuple palestinien.

Ce que nous avons examiné dans ce chapitre des résultats illustre de manière pertinente la réflexion de Michel Foucault sur le pouvoir du discours, en soulignant l'importance égale de ce qui est dit et de ce qui ne l'est pas dans la construction du réel. Le silence, en tant qu'élément implicite, joue un rôle structurant aussi central que l'explicite. Le discours officiel américain, tout en affichant un soutien affirmé à Israël, efface délibérément la souffrance palestinienne, ce qui constitue une prise de position en soi. Cette dynamique discursive crée un récit où l'accent est mis sur la légitimité d'Israël, tout en minimisant les souffrances des Palestiniens. Dans le prochain chapitre, nous reviendrons à notre cadre théorique pour approfondir l'analyse du système de représentation élaboré par le discours américain et examiner la manière dont il reflète une construction coloniale autour de la question palestinienne.

CHAPITRE 2 : DISCUSSION

L'objectif de cette recherche est d'analyser le narratif américain en contexte de guerre, en mettant en évidence les formes que prend la construction discursive de la dichotomie Israël/Palestine, ainsi que les dimensions colonialistes et suprémacistes qui traversent le discours officiel des États-Unis. À travers l'examen des discours présidentiels prononcés durant la période étudiée, il s'agit de montrer comment ces éléments s'expriment à la fois dans le cadrage des événements et dans l'élaboration d'un récit qui tend à légitimer certaines violences tout en occultant d'autres. L'analyse s'ouvre sur les constats généraux issus de l'étude du corpus discursif, avant de s'appuyer sur les apports théoriques des études postcoloniales pour interroger la dimension coloniale de ce récit, notamment à travers les politiques de représentation et la construction idéologique qui en assure la cohérence.

2.1 Constats généraux

Les premiers résultats de notre analyse montrent que le discours américain en temps de guerre, vis-à-vis d'Israël et de la Palestine, suit un format récurrent, avec des éléments discursifs clés présents dans l'ensemble des discours analysés. Ainsi, les présidents américains mobilisent une construction linguistique quasi identique à chaque événement de guerre impliquant Israël. Cependant, nous constatons une intensification notable du ton et de la charge émotionnelle dans les discours prononcés après le 7 octobre 2023, en comparaison avec ceux tenus lors des interventions militaires israéliennes à Gaza en 2014 et 2021. Sur le plan discursif, cette évolution n'entraîne pas de modification des catégories ni des termes mobilisés, mais elle en accentue la portée et la force perlocutoire. L'absence de variation dans les formulations utilisées révèle une constance idéologique, témoignant d'une continuité dans l'alignement stratégique des États-Unis au service de leur allié. Comme le montre l'analyse menée dans ce travail, le discours américain participe à la construction d'une opposition binaire Israël/Palestine qui peut être appréhendée comme une configuration discursive de type colonial. Afin d'approfondir cette lecture, nous mobilisons les apports des théories postcoloniales pour analyser cette structuration à l'œuvre dans le narratif américain.

Nous revenons ici à une idée centrale développée dans le cadre théorique : celle selon laquelle la production des représentations n'est jamais neutre, mais s'inscrit dans des rapports de pouvoir et de domination. Dans le cas à l'étude, le système de représentation élaboré par le discours américain instaure une hiérarchie entre deux entités, où *l'Autre* — en l'occurrence le peuple palestinien — est construit comme inférieur, subalterne et potentiellement menaçant. Ce processus de fabrication discursive mobilise plusieurs mécanismes de représentation politique, au premier rang desquels figure la construction de l'ennemi. À travers le discours officiel, un cadre interprétatif est imposé, façonnant la perception de la guerre et inscrivant la question palestinienne dans une lecture idéologique spécifique. Il ne s'agit donc pas d'une simple mise en récit des faits, mais bien d'un acte de production de sens, qui contribue à figer l'image des Palestiniens dans des catégories préétablies, légitimant par là même les logiques de domination et l'intervention américaine dans la région.

2.2 La fragmentation du peuple Palestinien s'inscrit dans la logique colonisatrice

L'un des procédés discursifs les plus significatifs relevés dans les discours analysés réside dans l'instauration d'un dualisme entre les acteurs politiques palestiniens et la population civile. Ce mécanisme contribue à fragmenter l'unité du peuple palestinien, en le représentant comme un ensemble dissocié, composé d'entités distinctes et déconnectées. Comme l'a montré le chapitre consacré aux résultats, les discours officiels américains évitent presque systématiquement de désigner la Palestine comme une entité politique souveraine. Cette omission n'est pas anodine : elle constitue un élément central de la politique de représentation produite par le discours américain à l'égard du peuple palestinien, participant ainsi à sa dépolitisation et à son invisibilisation sur la scène internationale.

Dans la même logique, nous remarquons que le discours américain perpétue cette dynamique en produisant une image subalterne du Palestinien, le cantonnant à une position d'infériorité politique et symbolique, tout en associant systématiquement le terrorisme aux acteurs de la résistance. Ce processus s'inscrit dans une logique de domination où la voix palestinienne est marginalisée, réduite à une existence passive ou à une menace. Edward Said (2010) dans *La Question de Palestine*, met en lumière la stratégie de dépopulation des palestiniens en soulignant que : « [...] le sionisme et l'impérialisme européen ont la même vue des autochtones [...] » (2010, p.155). En

faisant référence à *l'Eurocentrisme* et aux dynamiques coloniales classiques, il établit un rapprochement entre les idéaux et les pratiques colonisatrices occidentales et sionistes. Dans ce contexte, le sionisme ne se limite pas aux Israéliens, mais englobe également ses défenseurs et partisans, y compris les présidents américains, qui participent à la perpétuation de cette vision et de ses implications politiques. Dans cette perspective, le discours américain ne se contente pas de soutenir Israël sur le plan diplomatique ou militaire, mais s'inscrit dans une tradition coloniale plus large, où la production d'un *Autre* subalterne sert à légitimer la domination et la violence. Ce cadrage narratif, qui occulte délibérément la souffrance palestinienne tout en érigeant Israël en seule entité légitime et civilisée, contribue ainsi à la perpétuation d'un ordre discursif fondé sur l'exclusion et la hiérarchisation des peuples.

La pratique consistant à créer de telles représentations, qui réduit l'Orient — ici la Palestine — à une scène où figures et récits sont modelés et orchestrés selon une perspective coloniale dominante, constitue un aspect central des écrits postcoloniaux. Cette construction de l'Orient, figé dans des stéréotypes, sert à légitimer et à perpétuer l'autorité des puissances coloniales. Edward Said (1997), dans son ouvrage *L'Orientalisme*, illustre cette dynamique par une métaphore théâtrale : « L'idée de représentation est une idée théâtrale : l'Orient est la scène sur laquelle tout l'Est est confiné ; sur cette scène vont se montrer des figures dont le rôle est de représenter le tout plus vaste dont ils émanent » (1997, p. 80). Cette construction discursive dévalorise la vie palestinienne, réduisant ses villes et ses habitants à une image d'arriération et de marginalisation. Les Palestiniens, leurs villes et leur quotidien sont ainsi perçus comme dépourvus de valeur, placés en marge de l'ordre imposé par les puissances coloniales. Cette conception trouve un écho particulier dans la manière dont l'élément géographique et les frontières physiques sont envisagés dans la pensée coloniale, où ces frontières territoriales préfigurent et renforcent les divisions sociales, ethniques et culturelles (1997, p. 71). Dans cette perspective, Franz Fanon (1961) décrit la perception coloniale du colonisé

La ville du colonisé, ou du moins la ville indigène, le village nègre, la médina, la réserve est un lieu mal famé, peuplé d'hommes mal famés. On y naît n'importe où, n'importe comment. On y meurt n'importe où, de n'importe quoi (1961, p.69).

Il poursuit en insistant sur la misère structurelle qui caractérise ces espaces : « La ville du colonisé est une ville affamée, affamée de pain, de viande, de chaussures, de charbon, de lumière. La ville du colonisé est une ville accroupie, une ville à genoux, une ville vautrée » (1961, p.69). Cette

description ne saurait se réduire à une simple métaphore : elle trouve une résonance profonde dans le discours américain, qui reproduit une logique analogue en attribuant une valeur différenciée aux vies et aux territoires. En défendant activement les villes israéliennes, notamment par le financement du système du Dôme de fer, tout en justifiant les bombardements de Gaza comme une « nécessité » destinée à neutraliser le Hamas, ce discours consolide une hiérarchisation implicite des populations et légitime la destruction d'un espace perçu comme intrinsèquement inférieur et menaçant.

Le système de représentation qui produit une image inférieure et dévalorisante du Palestinien vise avant tout à dépolitiser sa cause (Said, 2010). En présentant les civils palestiniens comme des figures subalternes dépourvues d'agentivité politique, le discours dominant les réduit à des spectateurs passifs des événements, plutôt qu'à des acteurs engagés dans une lutte pour leurs droits. Cette représentation ne manifeste pas seulement une forme de suprématie exercée sur un groupe social, mais contribue aussi à limiter leur accès à une reconnaissance politique effective.

La construction discursive américaine tend ainsi à enfermer les Palestiniens dans une posture de dépendance humanitaire, les réduisant à des victimes nécessitant de l'aide plutôt qu'à des sujets politiques réclamant justice et souveraineté. Cette dynamique est particulièrement visible dans le contraste entre l'aide militaire massive accordée à Israël et l'aide humanitaire octroyée aux Palestiniens, où l'envoi de tentes et de vivres vient se substituer à la reconnaissance de leur droit à la terre et à l'autodétermination.

Dans cette logique, l'orientalisme ne se contente pas de façonner un récit : il agit comme un instrument de dépolitisation des conflits et de masquage des rapports de domination. En refusant de reconnaître le colonialisme comme un rapport de force, il le présente plutôt comme une mission civilisatrice, légitimant ainsi la domination sous couvert d'un discours humanitaire et sécuritaire. Chowdhury (2014) souligne d'ailleurs cette tension inhérente au discours orientaliste, où le colonisé est nié en tant qu'ennemi politique et, par conséquent, privé de tout droit à la résistance : « L'orientalisme dépolitise le conflit et mécomprend l'inimitié entre le Soi et l'Autre, bien que l'orientalisme œuvre à représenter et à gérer une relation de conflit entre le Soi et l'Autre » (2014, p.21).

Said (2010) insiste par ailleurs, sur la nécessité de replacer la question de la Palestine dans un cadre politique et non simplement humanitaire ou sécuritaire en soulignant que :

Parler des Palestiniens de manière raisonnable, c'est, je pense, cesser de parler de guerre ou de génocide et commencer sérieusement à se préoccuper de la réalité politique. Il y a un peuple palestinien, il y a une occupation militaire de la terre palestinienne, il y a des Palestiniens sous occupation militaire israélienne [...] (2010, p.115).

La reconnaissance du peuple palestinien et ses droits, selon Said ne devrait pas être un débat, mais un point de départ incontournable pour toute analyse politique sérieuse. Pourtant, cette reconnaissance, lorsqu'elle existe dans le discours occidental, est souvent accompagnée de déni, de rejet ou de justifications violentes, renforçant ainsi l'asymétrie des représentations et des droits entre Palestiniens et Israéliens.

Sur un autre plan d'analyse, le discours officiel américain, tel qu'examiné dans ce travail et présenté dans le chapitre précédent, s'appuie sur une opposition binaire rigide entre : bien / mal. Ce cadrage narratif établit systématiquement Israël comme un État exerçant son droit légitime à la protection, tandis que les Palestiniens sont réduits à une entité menaçante, assimilée au terrorisme. Ce cadrage ne reconnaît pas la lutte palestinienne comme une revendication politique légitime, mais la confine à un problème sécuritaire nécessitant une répression continue. Cette logique se manifeste notamment à travers l'assimilation des groupes de résistance, et en particulier du Hamas, à des entités telles que l'État islamique (ISIS) ou les nazis. Il s'agit d'une stratégie discursive visant à déshumaniser ces acteurs et à réduire leur lutte à une forme de barbarie irrationnelle. En mobilisant l'émotion et la peur, ce procédé sert à légitimer l'élimination de toute revendication palestinienne, tout en invisibilisant la résistance en tant que notion politique légitime et droit fondamental face à l'occupation.

Dans cette perspective, la négligence systématique de la Palestine en tant qu'entité souveraine dans le discours américain instaure une hiérarchisation implicite des souffrances et réduit les actions palestiniennes à de simples actes de violence, les privant ainsi de toute légitimité politique. Cette mise à l'écart s'inscrit dans un régime de pouvoir où ce qui n'est pas dit équivaut à une forme d'exclusion, conformément à l'analyse de Foucault (1980) sur les dynamiques du discours et du

silence. En reléguant systématiquement la lutte palestinienne au second plan, ce discours contribue à sa déshumanisation, tandis que le droit d'Israël à se défendre est constamment réaffirmé et présenté comme incontestable.

2.3 La hiérarchisation des récits : une construction idéologique

Cette hiérarchisation des souffrances et des droits n'est nullement fortuite ; elle s'inscrit dans une construction idéologique plus large qui inscrit le sionisme dans le prolongement du libéralisme occidental, conférant ainsi une légitimité discursive à l'effacement de la Palestine en tant que sujet politique autonome. Edward Said (2010) analyse cette logique dans *La Question de Palestine*, où il explique comment l'association du sionisme aux idéaux du progrès et de la rationalité occidentale a conduit à la négation des Palestiniens en tant qu'acteurs politiques à part entière :

L'identification du sionisme au libéralisme occidental a signifié que, dans la mesure où il avait été déplacé et dépossédé en Palestine, l'Arabe était devenu une non-personne autant parce que le sioniste était devenu lui-même la *seule* personne en Palestine que parce que les aspects négatifs de l'Arabe (oriental, décadent, inférieur) s'étaient accentués. Dans le sionisme, l'Occident libéral voyait le triomphe de la raison et de l'idéalisme, et seulement ça (parce que c'est ce que le libéralisme désire principalement voir) ; dans les deux cas, l'Arabe était éliminé, sauf en tant que fauteur de troubles, valeur négative, "mauvaise" (2010, p.97-98).

Ainsi, ce cadre de pensée ne laisse aucune place à une reconnaissance politique des Palestiniens. Ils n'existent que comme une menace, un obstacle à la modernité incarnée par le projet sioniste. Cette perception coloniale se retrouve dans les discours contemporains sur la Palestine, où l'occupation est perçue comme une mission civilisatrice et où la résistance palestinienne est réduite à une rébellion irrationnelle.

Kateb (2004) propose une analyse pertinente dans ce cadre, en soulignant que la construction d'un ennemi constitue un élément central du maintien de l'hégémonie. Selon lui, pour préserver une position dominante dans l'ordre mondial, il est essentiel de désigner un adversaire, qui devient la justification même du pouvoir et de ses interventions. Il affirme ainsi : « Un système de domination ne peut fonctionner sans la désignation d'un ennemi principal, qui justifie son existence et légitime ses actions » (Kateb, p. 892). Dans cette logique, la fabrication d'un ennemi terroriste, comme le souligne Kateb, devient une nécessité stratégique pour légitimer les interventions militaires et

politiques. En qualifiant la résistance palestinienne de menace terroriste, le discours américain érige un cadre interprétatif dans lequel la violence coloniale se voit conférée une légitimité politique et morale, consolidant ainsi l'hégémonie qu'il entend maintenir dans la région.

Le Hamas et les groupes de résistance palestiniens sont ainsi présentés comme des menaces existentielles, justifiant la politique de répression israélienne et son soutien indéfectible par les États-Unis. Ce mécanisme s'inscrit dans une stratégie plus large de déshumanisation du colonisé, que Frantz Fanon analyse dans *Les Damnés de la Terre* (1961) : « Comme pour illustrer le caractère totalitaire de l'exploitation coloniale, le colon fait du colonisé une sorte de quintessence du mal » (1961, p.71). Il ajoute que ce processus va jusqu'à l'*animalisation* du colonisé : « À proprement parler, il l'animalise. Et, de fait, le langage du colon, quand il parle du colonisé, est un langage zoologique » (1961, p.73).

Chowdhury (2014) met en lumière la dimension essentielle du discours orientaliste : la peur latente du pouvoir. Si l'orientalisme repose sur une hiérarchie où l'Occident est dominant, il révèle également une angoisse face à la possibilité d'un renversement de cette hiérarchie. Il explique ainsi que le discours orientaliste met en avant la duplicité et la dangerosité de l'Autre, alimentant une crainte de la subversion et du mélange culturel

[...] même si l'orientalisme exprime une hiérarchie où le Soi est manifestement dominant, la nature changeante et malléable des discours orientalistes révèle une profonde angoisse du pouvoir. Par exemple, les discours orientalistes insistent sur la perfidie et la trahison des indigènes, ainsi que sur la menace du métissage. Ces craintes s'articulent dans des préoccupations plus larges concernant le déclin de la civilisation, où l'empire propage la civilisation tout en la mettant en péril par le mélange racial et la procréation (Notre traduction, p.22).

Dans cette logique, le discours officiel américain ne se contente pas d'occulter la réalité coloniale israélienne ; il produit une représentation où la Palestine et les Palestiniens sont relégués à une position de subalternité totale, privés de voix politique et réduits à un problème humanitaire ou sécuritaire. Cette approche, profondément enracinée dans l'héritage colonialiste occidental, ne fait que renforcer la marginalisation de la cause palestinienne sur la scène internationale et légitimer la violence structurelle exercée à son encontre.

Pour cette logique, les colonisateurs voyaient toujours la réponse de la population colonisée opprimé par le *choc* : « Historiquement, les occupants coloniaux ont répondu à la résistance des indigènes par un sentiment de choc : "Pourquoi nous haïssent-ils" » est une manifestation contemporaine d'un thème ancien » (Chowdhury, 2014 p.21). Il poursuit :

En réalité, le choc face à la résistance indigène pousse l'occupant à revenir aux discours orientalistes pour mieux comprendre et agir sur les indigènes. La conséquence en est le renforcement des tropes orientalistes (2014, p.21).

L'Orientalisme nous laisse comprendre un paradoxe qui réside dans la pensée colonialiste ; c'est que malgré le rapport colonial est un rapport de force par excellence, les colonisateurs ne reconnaissent pas le droit de l'exercice de la force par les colonisés (2014, p.26). C'est précisément pour cette raison que le discours colonial tend à minimiser, voire à nier, la légitimité de la résistance indigène. La révolte des colonisés n'est pas perçue comme une opposition politique rationnelle, mais comme une réaction irrationnelle ou barbare, nécessitant une intervention civilisatrice. Le discours américain sur la Palestine repose sur cette matrice coloniale et impérialiste. Il maintient la distinction ontologique entre l'Occident et le reste du monde, et impose une « suprématie des idées » (Said, 2000 p.171), qui justifie l'exclusion des Palestiniens et la distinction ontologique fondamentale Occident/reste du monde, et par conséquent la domination active du monde non occidental par l'Occident (2000, p.171).

En conclusion, le discours officiel américain, tant par ses affirmations explicites que par ses sous-entendus implicites, s'inscrit profondément dans une logique coloniale structurant sa lecture et son traitement de la question palestinienne. Cette logique dépasse un simple soutien politique ou stratégique à Israël pour incarner une posture idéologique légitimant la domination, l'exclusion et la marginalisation des Palestiniens en tant que peuple et acteur politique. En réduisant la résistance palestinienne au seul prisme du terrorisme, tout en érigeant Israël en défenseur incontestable de la civilisation et de l'ordre, ce discours perpétue une hiérarchie normative héritée de l'ère coloniale, opposant un « nous » civilisé à un « eux » subalterne et menaçant. Il participe ainsi à l'effacement des souffrances et des revendications palestiniennes, tout en justifiant la perpétuation d'un *statu quo* marqué par la violence, l'occupation et l'injustice.

CONCLUSION

Le discours officiel américain sur la question palestinienne constitue un terrain où politique et langage se rencontrent pour façonner une perception du monde qui ne se limite pas à relater des faits, mais à leur attribuer un sens. Dans le contexte du conflit palestino-sioniste, ce récit ne se contente pas d'être une simple prise de position diplomatique ; il participe à la construction d'un cadre de perception qui légitime certaines violences dans une logique coloniale. L'alliance entre les États-Unis et Israël, loin d'être un partenariat stratégique, s'inscrit dans un système discursif où le pouvoir s'exerce par les mots autant que par les armes. Derrière chaque déclaration officielle, chaque prise de parole présidentielle, se dessine une hiérarchisation des souffrances et des droits, où Israël est élevé au rang de défenseur de la justice et de la sécurité, tandis que la Palestine est réduite à une menace terroriste. Ce cadrage non seulement invisibilise la résistance palestinienne, mais la criminalise, la confinant à une question sécuritaire et non politique.

Frantz Fanon (1961), dans sa réflexion sur la décolonisation, souligne que la résistance ne se résume pas à une réaction face à l'impérialisme, mais constitue une alternative à l'histoire imposée par les puissances coloniales (1961, p.66). Elle transforme les opprimés en acteurs conscients de leur histoire et de leur destin. La décolonisation, selon lui, « modifie fondamentalement l'être » ; elle incarne une conception alternative de l'histoire humaine (Said, 2000, p.308), permettant ainsi aux colonisés de se réapproprier leur place dans l'histoire, loin de la marginalisation imposée par les récits dominants.

Dans cette optique, le discours dominant ne fait pas qu'effacer la résistance palestinienne, il la dénature en la réduisant à une simple violence irrationnelle, de sorte que les droits fondamentaux du peuple palestinien sont constamment mis en question. Pourtant, la lutte pour la justice, la liberté et l'autodétermination ne peut être réduite à une réponse sécuritaire. Elle est un acte de décolonisation, un retour du politique et de l'humain face à une occupation qui cherche à effacer la dignité des peuples. Ce travail nous invite donc à réfléchir non seulement sur les mécanismes de domination qui façonnent la perception de la Palestine, mais aussi sur la résistance en tant qu'acte de reconquête de l'histoire et de la souveraineté.

BIBLIOGRAPHIE

Ahmed, S. (2014). *The cultural politics of emotion* (2^{ème} édition). Edinburgh University Press.

<http://www.dawsonera.com/depp/reader/protected/external/AbstractView/S9780748691142>

Beinin, J. (2020). Chapter 10 The US-Israeli Alliance. Dans Beinin, J., Haddad, B. et Seikaly, S. (dir.), *A Critical Political Economy of the Middle East and North Africa*, Stanford, California : Stanford University Press, [2020], (p.196-214) <https://doi-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/10.1515/9781503614482>.

Chilton, P., et Schäffner, C. (2011). Discourse and politics. Dans T. A. Van Dijk (dir.) *Discourse and politics* (2^{ème} édition., p.303-330). SAGE Publications Ltd, <https://doi.org/10.4135/9781446289068>

Chowdhury, A. (2014). Shocked by War: The Non-Politics of Orientalism. Dans Tarak Barkawi et Ketih Stanski (dir.), *Orientalism and War* (2013 ; édition en ligne, Oxford Academic, 18 Sept. 2014., p.20-38). <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199327782.003.0002>.

Claude, G. (2008). Israël-États-Unis, De la Reconnaissance Historique à L'alliance Stratégique Histoire des Relations Stratégiques et Diplomatiques, 1948-2004. *Revue Historique des Armées*, 252(3), 114-123. <https://doi.org/10.3917/rha.252.0114>.

Dijk, T. A. v. (2011). *Discourse studies: a multidisciplinary introduction* (2^{ème} édition). Sage Publications.

Dijk, T. A. v. (1993). Principles of Critical Discourse Analysis. *Discourse & Society*, 4 (2), 249–283. <https://doi.org/10.1177/0957926593004002006>

Elgindy, K. (2019). *Blind spot : America and the Palestinians, from Balfour to Trump*, 2019, Washington, D.C: Brookings Institution Press. <http://www.jstor.org/stable/10.7864/j.ctt1zctt0s>

Fanon, F., & Sartre, J.-P. (1961). *Les damnés de la terre*. François Maspero.

Foucault, M. (1980). *L'Archéologie du savoir*. Gallimard.

Houlette, H. (2024). Amid the Fray: A Thematic Discourse Analysis of Presidential Statements Issued in Response to the 2023 War in Israel and Palestine. *Innovative Higher Education*, 49(5), p.927–952. <https://doi.org/10.1007/s10755-024-09719-3>

Kateb, G. (2004). A Life of Fear. *Social Research : An International Quarterly*, 71 (4), p.887–926. <https://doi.org/10.1353/sor.2004.0047>.

Llamas, F.-L., Boyd, S.M. (2018). Critical discourse analysis and politics. Dans Flowerdew J., Richardson J. E. (dir.), *The Routledge handbook of critical discourse studies*. (1^{ère} éd., p.312-327). Taylor & Francis.

Mullet D. R. (2018). A general critical discourse analysis framework for educational research. *Journal of Advanced Academics*, 29 (2), p.116–142. Lire en ligne : <https://journals-sagepub-com.proxy.bibliotheques.uqam.ca/doi/10.1177/1932202X18758260>

Pogodda, S. (2011). Obama, the EU and the Middle East. *L'Europe en Formation*. 360(2) :43. Doi :10.3917/eufor.360.0043

Said, E. W., et Chemla, P. (2000). Culture et impérialisme. Fayard Le Monde diplomatique.

Said, E. W., Malamoud, C., et Todorov, T. (1997). L'orientalisme : l'orient créé par l'occident ([Nouv. éd. augm.]). Seuil.

Said, E. W., et Pons, J.-C. (2010). *La question de Palestine*. Sindbad-Actes Sud.

Sharp, J.-M., et Library of Congress Congressional Research Service. (2012). *U.S. foreign aid to Israel*. Congressional Research Service. <http://www.fas.org/sgp/crs/mideast/RL33222.pdf>

Spiegel, S.-L. (1983). Israel as a Strategic Asset, *Commentary*, 75, no. 6 (1983) <https://www.commentary.org/articles/steven-spiegel-2/israel-as-a-strategic-asset/>.

Tal, D. (2022). From Friendship to Strategic Alliance, 1969–1989. *The Making of an Alliance: The Origins and Development of the US-Israel Relationship* (pp. 168–300). Chapter, Cambridge: Cambridge University Press.

Vandal, G., et Aoun, S. (2013). *Barack Obama et le printemps arabe : le repositionnement de la politique américaine au Moyen-Orient*, Montréal : Athéna éditions, 2013.

Walt, S. M. (1987). The Origins of Alliances. Cornell University Press. <http://www.jstor.org/stable/10.7591/j.ctt32b5fc>

Discours et communiqués :

Barack Obama. (2011, 19 mai). Remarks by the President on the Middle East and North Africa [Transcription de discours]. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/05/19/remarks-president-middle-east-and-north-africa>

Barack Obama. (2012, 5 mars). President Obama: Advancing Israel's Security and Supporting Peace [Communiqué]. <https://obamawhitehouse.archives.gov/advancing-israels-security>

Barack Obama. (2014, 16 juillet). Remarks by the President on Foreign Policy [Transcription de discours]. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/07/16/remarks-president-foreign-policy>

Barack Obama. (2014, 18 juillet). President Obama Speaks on Malaysia Airlines Flight MH17, Russia and Ukraine, and the Situation in Gaza [Transcription de discours].

<https://obamawhitehouse.archives.gov/blog/2014/07/18/president-obama-speaks-malaysia-airlines-flight-mh17-russia-and-ukraine-and-situatio>.

Barack Obama. (2014, 21 juillet). Statement by the President on the Situation in Ukraine and Gaza [Transcription de discours]. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/07/21/statement-president-situation-ukraine-and-gaza>

Barack Obama. (2014, 28 juillet). Readout of the President's Video Teleconference with Prime Minister Cameron of the United Kingdom, President Hollande of France, Chancellor Merkel of Germany, and Prime Minister Renzi of Italy [Compte rendu]. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/07/28/readout-president-s-video-teleconference-prime-minister-cameron-united-k>.

Barack Obama. (2014, 1^{er} août). Press Conference by the President [Transcription de discours]. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/08/01/press-conference-president>

Barack Obama. (2014, 6 août). Remarks by the President at Press Conference After U.S.-Africa Leaders Summit [Transcription de discours]. <https://obamawhitehouse.archives.gov/photos-and-video/video/2014/08/06/president-obama-holds-press-conference-us-african-leaders-summit>.

Barack Obama. (2014, 24 septembre). Remarks by President Obama in Address to the United Nations General Assembly [Transcription de discours]. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/09/24/remarks-president-obama-address-united-nations-general-assembly>.

Joe Biden (2021, 20 mai). President Biden Delivers Remarks on the Middle East [Vidéo]. <https://www.youtube.com/watch?v=nKWFzxiWVnQ>.

Joe Biden (2023, 7 octobre). Remarks by President Biden on the Terrorist Attacks In Israel [Transcription de discours]. <https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2023/10/07/remarks-by-president-biden-on-the-terrorist-attacks-in-israel/>.

Joe Biden (2023, 10 octobre). Remarks by President Biden on the Terrorist Attacks in Israel [Transcription de discours]. <https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2023/10/10/remarks-by-president-biden-on-the-terrorist-attacks-in-israel-2/>.

Joe Biden (2023, 18 octobre). Remarks by President Biden and Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel Before Expanded Bilateral Meeting | Tel Aviv, Israel [Transcription de discours]. <https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2023/10/18/remarks-by-president-biden-and-prime-minister-benjamin-netanyahu-of-israel-before-expanded-bilateral-meeting-tel-aviv-israel/>.

Joe Biden (2023, 18 octobre). Remarks by President Biden on the October 7th Terrorist Attacks and the Resilience of the State of Israel and its People | Tel Aviv, Israel [Transcription de discours]. <https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches->

[remarks/2023/10/18/remarks-by-president-biden-on-the-october-7th-terrorist-attacks-and-the-resilience-of-the-state-of-israel-and-its-people-tel-aviv-israel/](https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2023/10/18/remarks-by-president-biden-on-the-october-7th-terrorist-attacks-and-the-resilience-of-the-state-of-israel-and-its-people-tel-aviv-israel/).

Joe Biden (2023, 21 octobre). Statement from President Joe Biden on the Delivery of Humanitarian Aid to Gaza [Communiqué]. <https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/statements-releases/2023/10/21/statement-from-president-joe-biden-on-the-delivery-of-humanitarian-aid-to-gaza/> .

Joe Biden (2023, 24 novembre). Remarks by President Biden on the Release of Hostages from Gaza [Transcription de discours]. <https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2023/11/24/remarks-by-president-biden-on-the-release-of-hostages-from-gaza/>.

Joe Biden (2024, 8 février). Remarks by President Biden [Transcription de discours]. <https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2024/02/08/remarks-by-president-biden/>.

Joe Biden (2024, 13 avril). Statement from President Joe Biden on Iran's Attacks against the State of Israel [Communiqué]. <https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/statements-releases/2024/04/13/statement-from-president-joe-biden-on-irans-attacks-against-the-state-of-israel/> .

Joe Biden (2024, 7 mai). Remarks by President Biden at the U.S. Holocaust Memorial Museum's Annual Days of Remembrance Ceremony [Transcription de discours]. <https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2024/05/07/remarks-by-president-biden-at-the-u-s-holocaust-memorial-museums-annual-days-of-remembrance-ceremony/>.

Joe Biden (2024, 31 mai). Remarks by President Biden on the Middle East [Transcription de discours]. <https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2024/05/31/remarks-by-president-biden-on-the-middle-east-2/> .

Joe Biden (2024, 7 octobre). Statement from President Joe Biden Marking One Year Since the October 7th Attack [Communiqué]. <https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/statements-releases/2024/10/07/statement-from-president-joe-biden-marking-one-year-since-the-october-7th-attack/> .